

Année 1925

N° 63

THÈSE

POUR LE

Doctorat Vétérinaire

(DIPLOME D'ÉTAT)

Soutenue devant la Faculté de Médecine de Paris en 1925

PAR

Armand GOULAY

Né le 13 Janvier 1868 à Bouin (Vendée)

Diplômé de l'Ecole Nationale Vétérinaire d'Alfort en 1893

Vétérinaire Expert près le Tribunal Civil de la Seine

Ancien Membre de la Chambre de la Compagnie des Arbitres-Experts
près le Tribunal de Commerce de la Seine

Président du Syndicat des Vétérinaires de la Seine

Membre de la Société de Pathologie Comparée.

Le Vétérinaire Arbitre-Expert près le Tribunal de Commerce de la Seine

JURY

Président : M. BALTHAZARD, Prof^r à la Faculté de Médecine de Paris.

Assesseurs { M. BARRIER, Inspect. Général Hon^{re} des Ecoles Nationales
Vétérinaires, Prof^r Hon^{re} à l'Ecole Nationale
Vétérinaire d'Alfort.
M. VALLEE, Prof^r Hon^{re} à l'Ecole Nationale Vétérinaire
d'Alfort.

EDITIONS

DE LA REVUE DE PATHOLOGIE COMPARÉE ET D'HYGIÈNE GÉNÉRALE

55, AVENUE KLÉBER

PARIS (16^e)

1925

Le Vétérinaire Arbitre-Expert
près le
Tribunal de Commerce de la Seine



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE

POUR LE

Doctorat Vétérinaire

(DIPLOME D'ÉTAT)

Soutenue devant la Faculté de Médecine de Paris en 1925

PAR

Armand GOULAY

Né le 13 Janvier 1868 à Bouin (Vendée)

Vétérinaire Expert près le Tribunal Civil de la Seine

Ancien Membre de la Chambre de la Compagnie des Arbitres-Experts

près le Tribunal de Commerce de la Seine

Président du Syndicat des Vétérinaires de la Seine

Le Vétérinaire Arbitre-Expert

près le

Tribunal de Commerce de la Seine

JURY

Président : M. le Professeur BALTHAZARD.

Assesseurs { M. l'Inspecteur Général BARRIER.
 { M. le Professeur VALLÉE.

PERSONNEL ENSEIGNANT DE L'ÉCOLE VÉTÉRINAIRE D'ALFORT

Directeurs honoraires : MM. P.-J. CADIOT et H. VALLÉE.

Directeur : M. E. NICOLAS.

Professeurs honoraires : MM. G. BARRIER, Inspecteur général honoraire des Ecoles Vétérinaires
P.-J. CADIOT, A. RAILLIET, H. VALLÉE.

PROFESSEURS

	MM.
Anatomie descriptive des mammifères domestiques	ECURDELLE
Physiologie, thérapeutique générale, matière médicale.	MAIGNON
Physique et chimie médicales, toxicologie, pharmacie	NICOLAS
Parasitologie et maladies parasitaires, clinique, histoire naturelle médicale	HENRY
Pathologie médicale des équidés et des carnassiers, clinique ; sémiologie et propédeutique, jurisprudence.	ROBIN
Pathologie chirurgicale des équidés et des carnassiers, clinique ; anatomie chirurgicale, médecine opératoire et ferrure	COQUOT
Pathologie bovine, ovine, caprine, porcine et aviaire, clinique ; médecine opératoire, obstétrique.	MOUSSU
Pathologie générale et microbiologie, maladies microbiennes et police sanitaire, clinique	PANISSET
Histologie et embryologie, anatomie pathologique, inspection des denrées alimentaires ; autopsies	PETIT
Hygiène et agronomie ; zootechnie et économie rurale.	DECHAMBRE



CHEFS DE TRAVAUX

MM. DELMER
LEBLOIS
LETARD
LESBOUYRIES

MM. MONVOISIN
MOUSSU (R.)
PETIT (M.)
VERGE

La Faculté de Médecine et l'École Vétérinaire déclarent que les opinions émises dans les dissertations qui leur sont présentées, doivent être considérées comme propres à leurs auteurs et qu'elles n'entendent leur donner ni approbation, ni improbation.

A LA MÉMOIRE DE MES VÉNÉRÉS PARENTS
ET D'UN FILS CHÉRI

A MA FEMME, A MES ENFANTS

A MA PETITE FILLE JOSETTE

A MES AMIS

A MON PRÉSIDENT DE THÈSE

M. LE PROFESSEUR BALTHAZARD

Membre de l'Académie de Médecine
Professeur de Médecine Légale à la Faculté de Médecine de Paris

Qui m'a fait l'honneur d'accepter la
Présidence de ma thèse

**A LA MÉMOIRE DE M. LE PRÉSIDENT VAURY
ET DE M. ARTHUR BRANDIN**

de l'Académie d'Agriculture

A MES ASSESSEURS

MONSIEUR L'INSPECTEUR GÉNÉRAL BARRIER

Président de l'Académie de Médecine

MONSIEUR LE PROFESSEUR VAILÉE

de l'Académie de Médecine

Directeur du Laboratoire des Recherches au Ministère de l'Agriculture

A MONSIEUR VILLEMINOT

Président Honoraire de la Cie des Arbitres-Experts
près le Tribunal de Commerce de la Seine.

A MONSIEUR ROUSSEAU

Président de la Cie des Arbitres-Experts
près le Tribunal de Commerce de la Seine

A MONSIEUR TROULLIER

Président du Tribunal de Commerce de la Seine

TRAVAUX ET PUBLICATIONS DE L'AUTEUR :

- 1920 — *Prophylaxie de la rage dans le département de la Seine* (Bulletin de la Société de Médecine Vétérinaire pratique, Avril-Mai-Juin-Juillet-Novembre 1920).
- 1921 — *Expériences sur la séro-vaccination antirabique des chiens* (Bulletin de la Société de Médecine Vétérinaire pratique, N^{os} de Mars et Mai 1921).
- *La rage du chien, Expériences Marie* (Revue de Pathologie Comparée, n^o du 5 Juin 1921).
 - *Traçons les chiens contre la rage, au lieu de les tuer* (Recueil de Médecine Vétérinaire du 15 Octobre 1921).
 - *Pro Canibus* (Bulletin Officiel de la Société Centrale pour l'amélioration des races de chiens, n^{os} de Novembre et Décembre 1921).
- 1922 — *Jurisprudence : Cornage chronique chez le cheval* (Recueil de Médecine Vétérinaire du 15 Janvier 1922).
-

HOMMAGE

A la mémoire de M. le Président VAURY et de M. Arthur BRANDIN.

Le 27 décembre 1902 fut un des plus beaux jours de ma carrière professionnelle. Je le marquai d'un caillou blanc, parce que je venais de recevoir une lettre qui comblait mes vœux. Ecrite sur papier à en-tête du Tribunal de Commerce de la Seine et signée du Greffier en Chef du Tribunal, elle était ainsi conçue : « J'ai l'honneur de vous informer que par délibération en date de ce jour, le Tribunal de Commerce a décidé de vous inscrire sur ses listes, en qualité d'Arbitre « Vétérinaire. Je vous serai obligé de vouloir bien, le plus tôt qu'il « vous sera possible, m'accuser réception de cette lettre ».

Vous pensez si je pris mes jambes à mon cou pour aller forcer la porte du Cabinet de M. le Président VAURY et le remercier de la confiance qu'il venait ainsi de placer en moi.

Camarade d'enfance de M. Arthur BRANDIN, mon Beau-Père, issus tous deux de cette vieille terre de la Brie, où leurs ancêtres avaient labouré depuis plusieurs siècles, ce sol si fécond en moissons toujours plus belles et toujours renouvelées, les deux amis gravissant ensemble, l'un dans le Haut Commerce, l'autre dans la Grande Culture, tous les échelons de la hiérarchie sociale, entretenaient les relations les plus cordiales, et M. le Président VAURY voulait bien m'honorer de son amitié.

Je lui en garde une éternelle reconnaissance et adresse à sa mémoire l'hommage de mon plus affectueux souvenir, ainsi qu'à celle de l'éminent Agriculteur que fut M. Arthur BRANDIN, Membre du Conseil Supérieur de l'Agriculture et de l'Académie d'Agriculture, Président de la Société d'Agriculture de Seine-et-Marne, Conseiller Général du Canton de Brie-Comte-Robert, Maire de Réau.

Merci aussi à mon bon Maître, M. l'Inspecteur Général BARRIER, Président de l'Académie de Médecine ; à mon ancien condisciple, M. le Professeur VALLÉE de l'Académie de Médecine, qui ont bien voulu m'honorer de leur patronage. Je n'ai pas besoin de leur répéter ici que le souvenir des heures (très anciennes, hélas ! fugit irréparable tempus...) vécues avec eux, l'un m'ayant appris le peu que je sache ; l'autre, assis comme moi sur les bancs de l'école ; me sera toujours particulièrement agréable.

J'ai d'autres dettes de reconnaissance à acquitter :

1° Envers M. VILLEMENOT, Président Honoraire de la Cie des Arbi-

tres-Experts près le Tribunal de Commerce de la Seine. Pendant les deux ans que j'ai assisté, comme Membre de cette Chambre, aux réunions mensuelles qu'il présidait d'une façon si magistrale, j'ai appris à connaître la grande autorité dont il jouissait au Tribunal de Commerce, la compétence, la clairvoyance et l'esprit de réalisation qui l'animaient. Comme il joignait à ses dons la plus grande aménité, qu'il m'a témoigné le plus bienveillant intérêt, il ne sera pas surpris que je saisisse avidement cette occasion pour lui témoigner toute ma gratitude.

2^o) Envers M. ROUSSEAU, Président de la Cie en exercice qui m'a toujours réservé le plus charmant accueil. Je tiens à l'assurer ici de ma vive sympathie et de mon entier dévouement.

Je n'oublie pas que c'est grâce à lui que je dois le succès de ma demande en faveur des propriétaires de chevaux accidentés dont il a bien voulu se faire l'éloquent avocat près de M. le Président du Tribunal.

Je croirais manquer à tous mes devoirs si je n'exprimais mes sentiments de respectueuse reconnaissance à Monsieur TROULLIER, Président du Tribunal de Commerce et si je ne le remerciais pas de la marque particulière de déférence qu'il a bien voulu donner à ma modeste intervention.

AVANT-PROPOS

Si j'en juge par les questions qui me sont souvent posées et par l'embarras que j'ai éprouvé, il y a 23 ans, à mes débuts dans un poste qui exige, en plus des connaissances techniques et de droit indispensables, de l'indépendance, de la tenue et du doigté, il y avait une lacune à combler.

C'est pourquoi, j'ai « par curieuse leçon et méditation, rompu l'os et sugcé la substantifique moelle » d'un fouillis de textes éparpillés à droite, à gauche, un peu partout. Je les ai condensés en quelques pages : ce qui est d'ailleurs à la portée de tout le monde.

C'est probablement la raison pour laquelle personne ne l'a jamais fait.

Aussi, l'idée m'est-elle venue de répondre aux desiderata des Confrères qui me font l'honneur de me consulter, en groupant dans ma thèse les renseignements et documents susceptibles de les intéresser, et en leur révélant les directives en usage au Tribunal de Commerce de la Seine.

La pierre que j'apporte à l'édifice commun, est composée de 4 fragments, c'est-à-dire de 4 chapitres :

Le Chapitre I traitera des « renvois devant arbitre ».

Le Chapitre II, des questions diverses soumises à l'examen du Vétérinaire Arbitre-Expert.

Dans le Chapitre III, le plus important, seront passées en revue les différentes missions que le Vétérinaire Arbitre-Expert reçoit du Tribunal :

A) *Jugement de renvoi pour examiner toutes les conclusions de la demande ;*

B) *Jugements de renvoi devant un arbitre Contentieux, autorisé à se faire assister d'un Arbitre technicien ;*

C) *Expertises judiciaires :*

1° par application de l'article 106 du Code de Commerce ;

2° par application d'une jurisprudence très ancienne pour rechercher et constater les causes de la mort de bestiaux sur les marchés ;

3° par application de la loi du 20 Mars 1924, instituant le référé commercial.

Enfin les *Conclusions* seront tirées dans un dernier chapitre IV.

Si j'ai réussi à permettre à ceux qui suivent, de remplir correctement, tant vis-à-vis des Magistrats que des Plaideurs, les différentes missions dont ils seront saisis, mon ambition sera satisfaite : j'aurai rendu un modeste service à mes Confrères, et ce faisant, j'aurai gagné ma récompense.

Chapitre I

RENVOIS DEVANT ARBITRE.

SOMMAIRE :

Article 429 du code de procédure civile. Arbitres et experts — Recrutement — Conditions d'inscription sur la liste des membres de la Cie des Arbitres-Experts.

ARTICLE 429 DU CODE DE PROCEDURE CIVILE :

L'article 429 du Code de Procédure Civile stipule que :

« S'il y a lieu à renvoyer les parties devant les Arbitres, pour examen de comptes, pièces et registres, il sera nommé un ou trois arbitres pour entendre les parties, et les concilier si faire se peut, sinon donner leur avis.

« S'il y a lieu à visite ou estimation d'ouvrages ou marchandises, il sera nommé un ou trois Experts.

« Les Arbitres ou les Experts seront nommés d'office par le Tribunal, à moins que les parties n'en conviennent à l'audience. »

C'est par application de cet article que les Tribunaux de Commerce et notamment le Tribunal de Commerce de la Seine, renvoient des affaires soit devant des Arbitres, soit devant des Experts, qu'il choisit parmi les membres de la Cie des Arbitres-Experts.

ARBITRES ET EXPERTS

Il y a à distinguer entre Arbitres et Experts. Les Arbitres sont chargés d'une instruction, tandis que les Experts sont chargés de constater un fait matériel,

RECRUTEMENT DES ARBITRES-EXPERTS

Le recrutement des Arbitres-Experts est proportionnel aux besoins c'est-à-dire au nombre d'affaires à juger par le Tribunal.

CONDITIONS D'INSCRIPTION SUR LA LISTE DES MEMBRES DE LA Cie DES ARBITRES-EXPERTS.

Depuis 1923, les Candidats doivent subir les épreuves d'un examen devant une Commission composée de 7 membres, s'il s'agit d'un Arbitre professionnel, savoir : le Président du Tribunal, le 1^{er} Président de Chambre, 4 Présidents de Chambre ou de Section, le Président de la Cie des Arbitres-Experts.

S'il s'agit d'un Arbitre technicien, un 8^{me} examinateur y est adjoint : le Membre de la Chambre de la Cie qui représente le groupement de la Spécialité du candidat.

Ainsi, en ce qui concerne les Vétérinaires qui sont englobés dans le même groupement que les médecins et les chimistes, c'est tantôt un Médecin, tantôt un Chimiste, tantôt un Vétérinaire qui, élus chacun pour deux ans à tour de rôle, représentera le groupement des trois Spécialités à la Chambre de la Cie. Le Candidat-Vétérinaire aura donc comme 8^{me} examinateur : ou un Vétérinaire, ou un Médecin, ou un Chimiste.

JUGEMENTS PRÉPARATOIRE ET INTERLOCUTOIRE

Les jugements qui renvoient devant Arbitre sont préparatoires ou interlocutoires.

Ils sont préparatoires, quand la mesure prescrite ne laisse pas pressentir l'opinion du Juge.

Ils sont interlocutoires, quand la mesure ordonnée correspond au contraire à une manifestation d'opinion de la part du Juge.

On dit, en d'autres termes, que le jugement préparatoire ne préjuge pas le fond de l'affaire, tandis que le jugement interlocutoire le préjuge.

Chapitre II

QUESTIONS DIVERSES SOUMISES A L'EXAMEN DU VÉTÉRINAIRE ARBITRE-EXPERT

SOMMAIRE :

Les contestations portent sur toutes les espèces animales. Qu'il s'agisse de leur commerce, de leur usage ou des accidents qu'ils sont exposés à subir. La législation a tout prévu. Souvenir rétrospectif aux plots de la Cie des Tramway de l'Est-Parisien. Intoxications par mélange d'avoine et de « Cassia Occidentalis ». Expertises de denrées avariées, destinées à l'alimentation des animaux.

Le Vétérinaire Arbitre est commis par le Tribunal pour instruire les contestations ayant pour objets toutes les espèces animales, c'est-à-dire que le champ est vaste, aussi varié qu'illimité. Il est donc impossible de donner une nomenclature complète de tous les sujets à contestations auxquels donnent lieu le commerce et l'usage des animaux, pas plus que les accidents de toutes sortes qu'ils peuvent subir et qui sont autant de matières à procès, portées devant le Tribunal de Commerce.

Qu'il s'agisse de chevaux accidentés, vendus avec une garantie légale ou *conventionnelle* portant sur une aptitude spéciale au travail, à la reproduction ou de dressage, d'appareillage, d'attelage, ou sur une qualité déterminée d'origine, d'âge, etc. ou qu'ils soient atteints de vices apparents : cécité, cryptorchidie, monorchidie, méchanceté, rétivité, ou de vices cachés déclarés par le vendeur, connus de l'acheteur, connus du vendeur et non déclarés, etc...

Qu'il s'agisse de bœufs sur pieds, destinés ou non à la boucherie, accidentés, ou de bœufs abattus, saisis partiellement ou totalement pour maladies considérées comme vices cachés rendant la chose im-

propre à l'usage auquel on la destine (art. 1641 et suivants du C. C.) telles que tuberculose, péricardite, hydrohémie, ecchymoses etc..

Qu'il s'agisse de veaux accidentés ou atteints de perforation de la caillette, d'arthrites suppurées avec ou sans abcès osseux etc..

Qu'il s'agisse de porcs atteints de laderie, d'abcès etc..

Qu'il s'agisse de chiens écrasés ou vendus avec des garanties spéciales pour la chasse, l'âge, la race etc..

La législation a tout prévu et réglé ce qui concerne le commerce et l'usage des animaux domestiques.

En effet le code civil énonce les vices rédhibitoires qui peuvent entraîner la résolution de la vente (loi du 2 Août 1884, modifiée par la loi du 31 Juillet 1895 et celle du 24 Février 1914).

Il interdit la vente ou la mise en vente des animaux atteints ou soupçonnés de maladies contagieuses (loi du 21 Juillet 1881 sur la police sanitaire des animaux, décret du 22 Juin 1882, loi du 21 Juin 1892 sur la police administrative ; lois de procédure du 22 Décembre 1915, du 13 Mars 1922, décret du 22 Juin 1917) enfin il fixe la réparation qu'entraînent les détériorations, morts, blessures, accidents dont les animaux sont victimes par la faute des tiers (Art. 1382 à 1385).

Le cas d'espèce que j'ai choisi (page 27) parmi les quelques centaines de rapports que j'ai rédigés depuis 23 ans, montre qu'aux termes de l'art. 7 de la loi du 2 Août 1884, le Juge de Paix intervient pour rendre une ordonnance sur requête, commettant un ou plusieurs Experts qui « vérifieront l'état de l'animal, recueilleront tous les renseignements utiles, donneront leur avis et, à la fin de leur procès-verbal, « affirmeront par serment la sincérité de leurs opérations ».

Mais là où se termine la mission de l'expert désigné par le Juge de Paix, commence celle de l'Arbitre commis par le Tribunal de Commerce ; car la demande est portée, dit l'art. 9. « devant les tribunaux compétents » et 9 fois sur 10, le demandeur, même non-commerçant, assigne son co-contractant commerçant ou qui fait acte de commerce, devant la juridiction consulaire, et le Tribunal de Commerce renvoie devant un Arbitre qui mène l'instruction de l'affaire, concilie si faire se peut, sinon rédige un rapport pour être statué ce qu'il appartiendra.

En matière d'accidents, comment ne pas rappeler les innombrables procès suscités par les méfaits imprévus de l'électricité, lorsque la Cie des tramways de l'Est-Parisien eut l'ingénieuse idée de réaliser la traction au moyen de plots métalliques dépassant légèrement les pavés de la voie et placés entre les deux rails.

Les temps de pluie, et surtout de neige, après l'épandage du sel marin, favorisaient les courts-circuits, et pour peu que le fer d'un cheval vint à heurter le plot, un jet de flamme jaillissait comme de la coupe enchantée du Dr FAUST, brûlait les poils et la peau du cheval qui sautait en l'air et retombait foudroyé.

Alors c'était l'autopsie, et comme les lésions étaient souvent difficiles à rattacher à l'électrocution, les interprétations contradictoires soulevaient des discussions passionnées chez le Vétérinaire Arbitre..

Des témoins avaient vu l'étincelle jaillir du plot, d'autres du rail, celui-ci avait senti le poil roussi, celui-là la chair rotie ou la corne brûlée. Que sais-je encore ? Il y avait expertises et contre-expertises sur place, c'étaient des chicanes à n'en plus finir !

Sans compter qu'à chaque fois qu'un cheval venait à butter, à glisser et finalement à tomber au voisinage, encore qu'à plusieurs mètres de la voie du tramway, c'était toujours la faute aux plots... électrisés. Les agents de service le notaient gravement sur leur calepin ; ils dressaient leur procès-verbal en conséquence et la Cie de l'Est-Parisien actionnée, était obligée de se défendre énergiquement pour ne pas payer tous les chevaux qui faisaient des chûtes accidentelles dans les rues sillonnées par ses voitures.

Plusieurs années de ce régime obérèrent considérablement les finances de la Cie qui finit par remplacer les fameux plots par le trolley, et ainsi fut tarie une source de procès qui ne semblait pas prête à s'épuiser.

L'année 1924 sera marquée par une série de litiges relatifs à l'intoxication de nombreux chevaux.

Dès 1913, certains mercantis (déjà !) avaient eu l'idée de mélanger à l'avoine des graines de *Cassia Occidentalis* qui, plus lourdes que l'avoine et ne coûtant presque rien, permettaient d'encaisser la différence entre le prix, fonction du poids d'un sac d'avoine pure et celui d'un sac de mélange. L'expérience sur une nombreuse cavalerie fut désastreuse, il y eut des morts et des malades. L'échec fut retentissant.

Cette année, la fraude fut renouvelée, mais l'offensive fut déclanchée sur la volaille ; les poules, pas si bêtes, picorèrent l'avoine et laissèrent pour compte le *Cassia*. Alors on recommença en grand sur les chevaux, et cette fois les victimes dépassèrent la centaine : d'où procès.

Enfin, le Vétérinaire est souvent désigné comme Expert pour déterminer les causes de détériorations survenues aux denrées périssables servant à l'alimentation des animaux : fourrages avariés, tourteaux d'arachides ou de lin, pains mélassés, caroubes) et, tout récemment pour expertiser des organes d'animaux : cerveaux, ovaires, glandes thyroïdiennes frigorifiées, ayant subi un commencement de putréfaction ou une putréfaction complète les rendant inutilisables pour certaines préparations pharmaceutiques auxquelles ils étaient destinés.

Chapitre III

DIFFÉRENTES MISSIONS QUE LE VÉTÉRINAIRE ARBITRE-EXPERT REÇOIT DU TRAVAIL

Sommaire :

Jugement de renvoi pour examiner toutes les conclusions de la demande ou pour une mission spéciale que le tribunal précise.

Mode de procéder, but des renvois : instruction des renseignements, mais pas des témoignages ;

Deux solutions :

Première solution : conciliation ; constatation de la transaction.

Seconde solution, Dépôt d'un rapport, rédaction, exposé des faits, dires des parties, instruction, discussion, avis.

Un de mes rapports suivi du jugement l'entérinant.

1^o) Concernant un cheval litigieux.

2^o) Concernant un chien litigieux.

DIFFÉRENTES MISSIONS QUE LE VÉTÉRINAIRE ARBITRE-EXPERT REÇOIT DU TRIBUNAL

Le travail de l'Arbitre est différent suivant la mission qui lui est donnée par le Tribunal. Ou bien le jugement est un jugement de renvoi pour examen de toutes les conclusions de la demande, et c'est le cas le plus général, où il donne à l'Arbitre une mission spéciale qu'il précise.

Si ce jugement renvoie seulement les parties devant l'Arbitre pour examen de l'ensemble de l'affaire, il est ainsi conçu :

« Le Tribunal, après en avoir délibéré, etc... considérant que les faits de la cause ne sont pas suffisamment éclaircis, tous droits et

« moyens respectivement réservés, ordonne avant faire droit que les parties se retireront devant le sieur..... qu'il nomme d'office Arbitre rapporteur, lequel se fera représenter les titres et pièces enregistrées conformément à la loi, entendra les parties, les conciliera si faire se peut, sinon rédigera sur papier timbré son rapport qu'il enverra clos et cacheté au Greffe de ce Tribunal pour être ensuite conclu et statué ce qu'il appartiendra.... »

En ce cas, le rôle de l'Arbitre consiste à examiner uniquement si les conclusions sont recevables et fondées et à donner sur ce point, son avis au Tribunal.

Si, au contraire, le jugement donne une mission spéciale à l'arbitre, l'arbitre a toute qualité pour procéder dans les termes de cette mission.

MODE DE PROCÉDER

Dès sa nomination, dont il est informé par une lettre du Greffe, l'arbitre convoque les parties et les conseils, s'il les connaît ; pour la première réunion, il est utile de convoquer les parties elles-mêmes, de façon à ce qu'elles puissent se présenter en personne, si elle le désirent.

Les réunions doivent être contradictoires ; l'arbitre ne peut recevoir l'une des parties seule, tout au moins sans accord préalable avec elles toutes.

RÉUNIONS CONTRADICTOIRES

Les réunions se tiennent en principe dans le cabinet de l'arbitre ; il est des cas cependant, où l'instruction de l'affaire comporte des réunions ailleurs qu'en son cabinet, notamment en cas d'accident ou d'examen technique.

Il est formellement interdit à un arbitre de se rendre chez l'une des parties, où même chez des conseils pour tout autre travail que celui d'examen de pièces ou de documents.

BUT DES RENVOIS INSTRUCTION DE L'AFFAIRE

Les renvois devant arbitre ont pour but l'instruction de l'affaire. Cette instruction doit tendre à :

Rechercher et déterminer d'une façon précise le ou les points litigieux ;

Préciser les arguments tant du demandeur que du défendeur ;
Examiner ces arguments à l'aide de documents produits.

DES RENSEIGNEMENTS, MAIS PAS DES TEMOIGNAGES

L'arbitre suscitera, s'il y a lieu, les renseignements et justifications nécessaires à l'éclaircissement de l'affaire, prendra tous renseignements où il le jugera utile.

L'arbitre n'a aucun pouvoir pour procéder à une enquête et entendre des témoins ; mais il peut entendre, à titre de renseignement, les personnes dont les indications sont susceptibles d'éclairer les débats.

La déclaration de la personne entendue doit être mise par écrit par l'arbitre, aussitôt qu'elle est faite ; lecture doit en être donnée. Il n'est pas nécessaire de recueillir la signature de cette personne ; toutefois, si elle y consent, ce peut être une sage mesure pour éviter toute contestation ultérieure ; la mention de la signature ne doit pas être indiquée dans le rapport ; la déclaration ne doit pas être relatée par demandes ou réponses ; l'arbitre doit seulement faire un exposé des renseignements qui lui ont été donnés.

Les déclarations ne peuvent être reçues qu'au cours d'une réunion contradictoire et en présence des parties ou de leurs conseils.

Une fois l'instruction terminée, l'instruction peut recevoir deux solutions : conciliation ou dépôt de rapport.

Première Solution : CONCILIATION

Le jugement de renvoi donne mission à l'arbitre de concilier les parties, si faire se peut. La transaction constitue généralement en effet la solution la plus avantageuse pour chacun des parties : d'une part, le jugement a l'inconvénient de rendre nécessaires des débats longs et coûteux ; d'autre part, il manque de souplesse et ne peut tenir compte d'une infinité d'éléments, relations des parties, degré de solvabilité du défendeur etc... qui donne parfois à un litige une physionomie très différente de celle qu'il présente d'après les conclusions des parties.

La transaction, au contraire, met fin rapidement à un litige, qui n'est souvent qu'un malentendu, restreint les frais et rétablit parfois entre les parties des relations d'affaires. En outre la transaction n'a pas la rigidité du procès et ses bases peuvent être recherchées dans tous les éléments susceptibles de rapprocher les parties, si éloignés qu'ils soient du procès pendant.

C'est dans la conciliation que le rôle personnel de l'arbitre a une grande importance. Il peut et il doit, par son autorité propre, sa façon de diriger les débats, l'autorité qu'il a su acquérir sur les parties

au cours de la discussion devant lui, la confiance qu'il a su provoquer de leur part, les amener à se rendre compte de l'intérêt qu'il y a pour elles à transiger.

Son rôle de médiateur sera d'autant plus facilement acquis, s'il sait obtenir cette confiance, qu'il est étranger à chacune des parties et qu'il est, de par son mandat même, l'intermédiaire tout désigné pour obtenir de chacune d'elles les concessions nécessaires. Il doit, dans cette mission conciliatrice, indiquer d'une façon très précise aux parties que toutes les tentatives qui seront faites en vue d'une conciliation, toutes les concessions qui pourraient être accordées par l'une d'elles, toutes les conversations qu'elles pourraient tenir dans son cabinet, toutes les notes qui pourraient lui être passées à l'occasion de ces pourparlers, seront considérés comme inexistants si la transaction échoue et qu'il n'en sera fait aucunement état dans le rapport.

Si la tentative de transaction n'aboutit pas, la formule à insérer dans le rapport, pour indiquer qu'elle a été infructueuse, peut être la suivante :

« J'ai essayé, mais en vain, de concilier les parties ; n'ayant pu y parvenir, j'ai dû déposer le présent rapport ».

Jamais il ne doit être donné de renseignements sur les pourparlers transactionnels.

Pour faciliter sa mission conciliatrice, l'arbitre doit faire remarquer aux parties que, pour arriver à une transaction, il faut toujours faire abstraction dans une mesure plus ou moins complète, du fonds de l'affaire et ne pas chercher uniquement qui a raison ou qui a tort ; car, évidemment, chaque partie estime toujours qu'elle a raison et si elle veut rester sur cette prétention, toute transaction est impossible. En fait, une transaction est une assurance ; elle nécessite un sacrifice. Ce sacrifice est la prime de l'assurance ; quelque certitude que l'on ait du bien fondé de sa cause, on n'est jamais sûr de la gagner et l'on peut souvent, tout en obtenant certaines satisfactions, se couvrir du risque de la perte totale de ses prétentions.

En dehors de l'autorité qui ressort et de sa mission et de sa personnalité, un autre élément doit concourir à donner à l'arbitre une influence décisive sur les parties pour l'acceptation d'une transaction : l'arbitre, avant de s'engager dans la voie de la transaction a dû examiner, approfondir et rechercher la solution équitable qui devrait terminer le différend ; cette connaissance profonde qu'il doit avoir de l'affaire et qui ne saurait d'ailleurs échapper aux parties qui sont devant lui, doit lui permettre de s'imposer, d'écarter les prétentions exagérées et d'amener progressivement les plaideurs sur le terrain où l'entente devra se produire. Il doit d'ailleurs exercer, sans cependant découvrir son opinion sur le fonds de l'affaire, son action personnelle sur celle des parties, qui, à son avis, doit faire les plus grands sacrifices.

Il peut être utile de s'entretenir séparément avec chacune des parties, pour les amener à faire les sacrifices nécessaires. Un moyen pratique est de demander à l'une d'elles de se retirer dans la pièce d'attente et de causer successivement et séparément avec chacune d'elles ;

mais, bien entendu, du consentement exprès de toutes les parties. Il peut arriver aussi exceptionnellement, mais ici encore, avec l'accord absolument formel des parties, que l'arbitre reçoive l'une d'elles, en vue de la conciliation, en l'absence de l'autre ; c'est là une mode d'opérer au sujet duquel l'arbitre doit observer une très grande circonspection, pour éviter tout reproche ultérieur. Jamais l'arbitre ne doit faire une démarche quelconque en vue de la conciliation, chez l'une des parties ou même chez leurs conseils. Agir autrement constituerait un manquement grave à ses devoirs.

Constatation de la transaction

Un acte constatant l'accord n'est pas toujours nécessaire. Dans bien des cas la transaction peut être exécutée avant que le désistement ne soit envoyé à l'arbitre, elle peut encore résulter d'un simple échange de lettres entre les parties, sans qu'il y ait lieu à l'établissement d'un acte.

Quand la transaction doit être constatée par un acte, il rentre dans la mission de l'arbitre de procéder à la rédaction. En général l'arbitre y indique le rôle qu'il a joué par la phrase suivante : « A la médiation de l'arbitre, les parties se sont rapprochées et voulant mettre fin au différend qui les divise, ont arrêté à forfait et à titre de transaction sur procès les conventions suivantes.... »

Seconde Solution : RAPPORT

La rédaction et son dépôt s'imposent en cas de non-conciliation.

RÉDACTION DU RAPPORT

Le rapport doit être une étude complète de la situation litigieuse, des demandes, des allégations et des moyens invoqués par les parties et de la solution qui doit intervenir, de telle sorte que le Tribunal puisse, à sa seule lecture, être édifié pleinement sur tous les points. Mais, s'il doit être complet, il doit cependant ne contenir que ce qui est utile pour la compréhension des débats ; tout ce qui leur est étranger doit être sévèrement exclu, la concision et la précision étant les deux qualités fondamentales auxquelles l'arbitre doit viser.

Le cadre général du rapport, à peu près uniformément adopté, est le suivant :

Préliminaires. Désignations des parties.

Il débute par les mots : « A Messieurs les Président et Juges, composant le Tribunal de Commerce de la Seine.

« Messieurs, par jugement en date du..... vous m'avez fait l'honneur de me nommer arbitre-rapporteur dans une contestation entre : ».

suivent les noms des parties avec profession, domicile, qualité en laquelle elles agissent et indication de leur qualité de demanderesse ou de défenderesse.

L'arbitre indique ensuite qu'il a essayé d'amener une transaction et que ses efforts ont été inutiles à ce sujet.

Comme il a été déjà indiqué ci-dessus, aucun renseignement ne doit être donné sur la transaction qui a pu être envisagée, ni sur son quantum; ni sur ses modalités : tous pourparlers de transaction sont en effet inexistants, dès l'instant où ils n'ont pas abouti ; les parties d'ailleurs, en entrant dans la voie de la transaction, ont fait confiance à l'arbitre en lui faisant connaître le minimum moyennant lequel elles eussent consenti à transiger et elles n'ont agi ainsi qu'à la condition tacite qu'il n'en reste, au cas d'échec, aucune trace.

Exposé des faits et Procédure

Il comprend dans l'ordre chronologique, l'exposé des circonstances qui ont donné naissance au litige et de la procédure qui a été suivie c'est-à-dire, sommations, assignations, conclusions.

Des parties se laissent souvent entraîner, au sujet des faits, soit verbalement soit dans des notes écrites, à des explications purement oiseuses, qui ne sont d'aucune utilité pour la compréhension du litige ; il faut se garder de les rapporter et d'allonger ainsi le rapport sans intérêt.

L'exposé de la procédure reproduit en principe les sommations, assignations et conclusions.

Dire des parties

C'est l'exposé de l'argumentation de chacune des parties, résultant tant des actes de procédure que de la discussion qui a lieu devant l'arbitre ; l'argumentation peut être rapportée de la façon suivante : « M. expose que. ». Il est bon, afin d'éviter toute équivoque, de rappeler au cours même de l'exposé qu'il s'agit de l'argumentation faite par une partie ; de cette façon, il apparaîtra nettement que les raisonnements indiqués ne sont pas ceux de l'arbitre et que ce n'est qu'ultérieurement qu'il donnera son appréciation à leur sujet.

Cet exposé de l'argumentation de chacune des parties doit être rapide, car son but est uniquement de poser et préciser les questions telles qu'elles sont comprises par chacune des parties ; c'est donc un schéma des prétentions et moyens invoqués, sur chacun desquels on reviendra et qu'on développera dans la mesure nécessaire, lorsque dans la « Discussion » on les discutera pour les approuver ou les rejeter.

INSTRUCTION

C'est le compte rendu des opérations diverses qui ont pu être faites pendant la période d'arbitrage.

C'est là, notamment, qu'il y a lieu d'indiquer les renseignements qui ont pu être donnés par des personnes étrangères aux débats. Comme il a été dit plus haut les renseignements donnés ne sont pas des témoignages, il faut se garder de les désigner comme tels, ainsi que d'appeler « témoins » les personnes entendues. Ces renseignements peuvent être indiqués à la suite de la formule suivante. A la requête de M.X... (demandeur et défendeur) j'ai entendu, à titre de renseignements M... (nom et prénoms, profession, domicile) ; voici sa déclaration... » On relate ensuite la déclaration, sans d'ailleurs procéder par voie d'interrogation et de réponses ; si une question a été posée verbalement à la personne entendue par une des parties, on l'indique spécialement : « Sur interpellation de M.X.. (demandeur ou « défendeur) M.. (la personne qui donne des renseignements) » répond que :... » Il peut y avoir intérêt à entendre plusieurs personnes simultanément et s'il en a été ainsi, il y a lieu d'en faire mention.

DISCUSSION

C'est la partie principale du rapport : elle contient l'examen des arguments des parties, leur réfutation, s'il y a lieu, sinon leur mise au point et la justification de l'avis que donnera l'arbitre sur le litige. L'arbitre doit démontrer, prouver, que cet avis est fondé.

L'arbitre examine ensuite le litige point par point, en suivant le plan qu'il a énoncé. Il ne doit pas perdre de vue qu'il doit instruire l'affaire, par conséquent examiner chacun des moyens des parties, les apprécier et indiquer tous arguments nouveaux qui lui ont apparus au cours de son travail ; il doit veiller à ne passer sous silence aucun des moyens invoqués par les plaideurs, car il importe que le Tribunal trouve dans le rapport une étude complète sur toutes les questions et tous les raisonnements qui ont pu être exposés par les parties et qui ne manqueront pas d'être réédités devant lui, parfois, avec d'autant plus d'insistance qu'ils n'auront pas été étudiés par l'arbitre.

AVIS

Dans cette dernière partie, l'arbitre résume la façon dont il propose au Tribunal (par application des conclusions auxquelles il a abouti dans la discussion) de statuer sur chacune des demandes formulées dans leur procédure par chacune des parties.

« En conséquence, dit-il, (telle est la formule généralement employée) je suis d'avis et j'ai l'honneur de proposer au Tribunal : 1^o)... 2^o)....., etc... ».

UN DE MES RAPPORTS, SUIVI DU JUGEMENT L'ENTÉRINANT : CONCERNANT UN CHEVAL LITIGIEUX

L'instruction de cette affaire de cornage chronique chez le cheval, sort de la banalité courante des contestations ordinaires entre les marchands de chevaux et leurs clients.

C'est pourquoi j'ai pensé que mon rapport d'arbitre et le jugement qui l'a entériné étaient ici à leur place.

Voici, en deux mots, ce dont il s'agit :

Le marchand de chevaux LÄY vend pour 2.000 francs un cheval, dont la valeur réelle eût été de 4.500 francs, s'il n'avait été atteint de « cornage chronique », déclaré et consigné par écrit, sur la quittance délivrée à l'acheteur.

L'acheteur DESPÉRONNET intenta une action rédhibitoire ; mais pour la faire triompher, il fut obligé de nier tout à la fois : 1^o Que le vice lui avait été déclaré ; 2^o Que la quittance lui avait été fournie. Il est allé trop fort ; c'est ce qui l'a perdu ; la dissimulation de la quittance, pièce comptable nécessaire à l'acheteur pour l'apuration de ses comptes de gestion, vis-à-vis de son propriétaire, l'a fait condamner à garder le cheval, à tous les frais et dépens de l'instance.

Rapport dans la contestation

Entre DESPÉRONNET, éleveur-cultivateur en Province, demandeur, d'une part ;

Et LÄY, marchand de chevaux dans la banlieue de Paris, défendeur, d'autre part.

A Messieurs les Présidents et Juges, composant le Tribunal de Commerce de la Seine.

Messieurs,

Vous m'avez fait l'honneur de me nommer arbitre dans une contestation entre DESPÉRONNET, demandeur, d'une part, et LÄY, défendeur, d'autre part.

Conformément aux termes de votre jugement, j'ai réuni les parties, et, après les avoir entendues dans leurs explications, j'ai essayé de les concilier ; mais, n'ayant pu y parvenir, j'ai dû rédiger le présent rapport.

Dires du demandeur

Le 29 Mars 1920, DESPÉRONNET achète un cheval à LAY pour 2.000 francs, avec garantie des vices rédhibitoires et d'attelage. S'étant aperçu que le cheval cornait, il se mit en règle avec la loi du 2 Août 1884, et provoqua l'expertise dans les délais réglementaires.

Le Vétérinaire nommé par ordonnance de M. le Juge de paix, sur requête, constata le cornage chronique et déposa son rapport, conformément à la loi, aux termes de laquelle le vendeur doit reprendre son cheval et restituer en plus du prix, les frais du transport et tous autres occasionnés par la vente.

C'est pourquoi il a assigné LAY devant votre Tribunal : en résiliation de vente ; en reprise du cheval ; en restitution de 2.000 francs plus 10 francs de pourboire, plus 179 frs. 70 de frais exposés en requête originaire, sommation, etc. . . plus 500 francs de dommages intérêts, plus 12 francs par jour du 29 Mars 1920 au jour de la reprise, sous astreinte de 100 francs par jour, pendant un mois, passé lequel délai, il sera fait droit.

Dires du défendeur.

LAY, loin de contester que le cheval est corneur, insiste sur l'avertissement qu'il a donné, tout le premier, à son acheteur. Il en a fait mention sur la quittance qu'il a ainsi libellée : « Je reconnais avoir vendu un cheval pommelé, âgé de sept ans, à Despéronnet pour la somme de 2.000 francs. Le cheval est vendu avec une pointe de cornage. Pour acquit, le 29 Mars 1920. Signé : LAY ».

En conséquence, il soutient la demande non recevable.

Réplique du demandeur

Despéronnet nie tout à la fois l'existence du reçu et la déclaration y mentionnée par conséquent.

Riposte du défendeur, qui précise la forme et le fond de l'écrit

LAY précise qu'il était huit heures du soir ; qu'il pleuvait ; qu'après avoir examiné le cheval, qui rentrait, le harnais sur le dos, venant d'effectuer une livraison de pommes de terre. DESPÉRONNET père et fils entrèrent dans la salle à manger de LAY. Madame LAY prit une feuille de format commercial à en tête « Vente et location de chevaux au mois et à la journée. Achat et transport de chevaux de boucherie, etc, » imprimée sur la moitié supérieure (non quadrillée) de la feuille ; et sur la moitié inférieure (quadrillée), elle écrivit sous la dictée de son mari,

avec un stylo chargé d'encre bleue-verte, le libellé cité plus haut par le défendeur.

LAY emprunta le stylo pour écrire en dessous et à droite : « Pour acquit, le 29 Mars 1920 », et signer.

En dessous, il aligna pour 4 francs de timbres à 0,20 qu'il annula et il se rappelle cette particularité que le dernier timbre, en bas et à droite, dépassant le papier, il le replia sur le verso. Enfin dans le coin gauche et en bas, il écrivit encore, suivant son habitude : « Pour acquit, Lay ».

Position du problème : L'existence ou le néant de la quittance prime l'action rédhibitoire, car si la quittance portant déclaration a été réellement délivrée, il est évident que l'acheteur dûment prévenu du vice, ayant acheté un cheval pour un prix correspondant à la dépréciation en résultant, n'est pas fondé à intenter une action rédhibitoire.

Si, au contraire, il n'a pas été averti, il a eu parfaitement raison de se mettre en règle avec la loi du 2 Août 1884, en provoquant l'expertise dans les délais légaux.

Il apparaît donc nettement que l'action rédhibitoire reste subordonnée à l'existence ou au néant de la quittance portant déclaration.

Point capital du procès

Cette pièce a-t-elle été réellement écrite ? Tel est le point capital du procès. Si LAY peut en faire la preuve, la procédure, fondée sur la loi des vices rédhibitoires, tombe d'elle-même.

Si la pièce n'existe pas, DESPÉRONNET triomphe... et, en niant son existence, DESPERONNET met LAY dans un cruel embarras.

Impressions de l'arbitre

Deux faits ont vivement frappé mon attention :

1^o) Les détails qui ont présidé à la confection de la quittance. La description de LAY permet de reconstituer cette pièce dans la forme et dans le fond, jusque dans des détails qui, à mon avis, ne s'improvisent pas. — Lay m'a donné l'impression de dire la vérité.

2^o) Le prix de 2000 francs, pour peu qu'on ait la pratique des chevaux, indique, dans l'état actuel du marché, un cheval de qualité très au dessous de ce qu'il faut mettre pour avoir un cheval apte à un bon travail. Quand on se trouve en face d'un pareil sujet, l'idée vient immédiatement à l'esprit de se demander : « Que peut-il bien avoir pour ne valoir que ce prix-là ? On cherche, et avec un peu de patience, on trouve qu'il est âgé, fatigué, taré, boiteux, plus apte à la boucherie qu'au travail... et l'on se dit : « S'il n'avait pas cela, il vaudrait le double, ou davantage. »

Si j'avais le moyen de contrôler mes impressions par une vérification du cheval litigieux, j'aurais une base solide pour étayer mon opi-

nion et émettre un avis autorisé... seulement il y avait un gros obstacle, c'étaient les 350 kilomètres qui séparent Paris de D...

Je répugnais à entreprendre un si long voyage, nécessitant des frais de déplacement de plusieurs jours, correspondant à des honoraires élevés.

LAY finit par lever mes hésitations. Je priai Despéronnet, demandeur, de consigner, au Greffe du Tribunal, une provision. Sur son refus, Lay, quoique défendeur, s'empressa d'en effectuer immédiatement le dépôt, en son lieu et place, et je partis pour D.

Le 4 Juillet, à 8 h. 30, je descendis d'auto chez Despéronnet, qui me montra le cheval dont le signalement correspondait à celui qu'en avait donné, dans son rapport d'expertise, mon confrère M. , de D.

Opérations de l'arbitre

A première vue, il me parut en bon état et j'estimai qu'il pesait environ 500 kilogrammes. DESPÉRONNET se récria : il pensait que le poids ne dépassait pas 400 kilogrammes. Heureusement que la bascule municipale nous départagea. Le cheval pesait exactement 523 kilogrammes, chiffre précis permettant de mettre en lumière la valeur minimale du cheval, même corneur.

Calculant sur la base de 523 kilogrammes (chiffre contrôlé en présence de DESPÉRONNET) qui donne 60 p. 100 de viande, soit 287 kilogrammes à 5 frs. 50 et 7 francs le kilogramme (chiffres certifiés par le Président de l'Industrie Chevaline, 106, rue Brancion), le prix de ce cheval, même s'il ne pouvait rendre aucun service, oscille entre 1.600 francs et 2.000 francs en chiffres ronds. Mais comme il est encore utilisable, on peut affirmer qu'à 2.000 francs il n'est pas vendu trop cher ; et l'on peut également affirmer que s'il a été vendu 2.000 francs, c'est parce qu'il était corneur ; sans quoi sa valeur normale serait de 4.500 francs.

Conclusions

1° En ce qui concerne le demandeur :

Considérant que DESPÉRONNET a pour habitude d'acheter des chevaux en mauvais état et de les revendre après qu'ils ont récupéré toute leur valeur dans ses pâturages ; qu'il ne s'en cache pas, puisqu'il m'a même sollicité pour l'aider dans ses recherches à Paris ;

Qu'il était en droit de penser que le cheval litigieux, acheté à vil prix, acquerrait de la plus-value ;

Que, si le cornage met obstacle à une plus-value en vue de la revente, le cheval est utilisable pour un petit service ;

Qu'au surplus, les chiffres précis de son poids multipliés par les prix officiels du Syndicat de la boucherie, démontrent qu'il n'y a rien à perdre et que DESPÉRONNET n'a pas été trompé ;

Que DESPÉRONNET n'a tout de même pas la prétention de trouver dans un cheval de 2.000 francs les qualités d'un cheval de 4.500 francs ;

Qu'en achetant des animaux à vil prix il y a des risques à courir ; que si DESPÉRONNET est habitué aux bonnes chances qui prouvent en faveur de son coup d'œil, il y en a quelquefois de moins bonnes, comme dans le cas présent, et même de franchement mauvaises, qu'il faut savoir accepter par compensation, d'un cœur léger ;

2° En ce qui concerne le défendeur ;

Considérant que si l'on s'en rapporte au prix de 2.000 francs, il ne s'agissait que d'un cheval déprécié, puisque sa valeur normale serait de 4.500 francs s'il n'était pas corneur ; que 2.000 francs ne représentent qu'un cheval de boucherie, dont la valeur est fixée mathématiquement par des chiffres incontestables ;

Qu'il est invraisemblable de penser qu'un marchand va s'exposer à un procès pour une affaire et un produit insignifiants, en ne révélant pas un vice, dont un cheval de ce prix doit être atteint, je dirais presque obligatoirement ;

Qu'il n'avait aucun intérêt à le dissimuler, puisque le prix n'était pas surfait ; qu'il est dans les habitudes des marchands de chevaux parisiens de délivrer des quittances, même si on ne les leur demande pas ; que les précisions de forme et de fond, qu'il a fournies en détail sur l'écrit qu'il a délivré, ne s'inventent pas.

Qu'il est invraisemblable d'admettre qu'un régisseur n'ait pas demandé cette pièce comptable ;

Qu'il y a lieu d'ajouter à ces présomptions en faveur de Lay le dépôt de provisions, que rien ne le forçait à effectuer, puisque le versement des provisions incombe au demandeur ; que ce geste prouve la foi qu'il avait en son bon droit ;

En résumé :

Considérant :

1° Le vil prix du cheval litigieux ;

2° La dépréciation certaine d'un cheval de 2.000 francs qui exclut toute tromperie sur la qualité de la chose vendue, puisque, sans les défauts, il vaudrait 4.500 francs ;

3° Les détails particuliers de la forme et du fond de la quittance ;

4° Le contraste entre : la vraisemblance d'une quittance délivrée par un marchand de chevaux parisien et l'invraisemblance qu'un régisseur de propriétés n'ait pas exigé cette pièce comptable.

5° L'empressement du défendeur à consigner les honoraires aux lieu et place du demandeur défaillant ;

Ce sont autant de présomptions en faveur de Lay « présomptions graves, précises et concordantes, aux termes de l'article 1353 du code civil, qui sont abandonnées aux lumières et à la prudence des Magistrats. »

Avis de l'arbitre

En conséquence, j'estime qu'il serait juste :

De déclarer la demande de Despéronnet irrecevable et mal fondée ;

De l'en débouter ;

De le condamner à tous les frais et dépens de l'instance.

Telles sont, Messieurs les Présidents et Juges les considérations et conclusions que j'ai l'honneur de soumettre à la sagesse de vos délibérations ultérieures.

Fait et clos à Paris ce jourd'hui, 15 Juillet 1920.

A. GOULAY

Jugement

La 8^{me} Chambre du Tribunal de Commerce du département de la Seine a rendu le jugement dont la teneur suit, le vendredi 18 Mars 1921 :

« Après en avoir délibéré, conformément à la loi :

« Attendu que DESPÉRONNET a exposé que, le 29 Mars 1920, il a acheté à LAY un cheval gris bleu de sept ans pour la somme de 2000 francs et qu'il a embarqué le cheval, le soir même, à destination de D... ; que, s'étant aperçu, à l'arrivée du cheval, que celui-ci cornait, il fit aussitôt procéder à l'expertise dont la conclusion constatait que ce cheval était atteint de vice rédhibitoire dénommé « cornage chronique ».

« Attendu que c'est dans ces conditions de fait que DESPÉRONNET réclame à LAY la reprise à D... du cheval qui lui a été vendu, et demande en outre le remboursement : 1^o de 2000 francs, prix du cheval ; 2^o de 12 francs par jour, pour frais de nourriture du 29 Mars jusqu'au jour de la reprise, et ce sous une astreinte de 100 francs par jour de retard ; 3^o de 178 frs. 60 pour frais exposés ; 4^o de 500 frs à titre de dommages-intérêts ;

« Mais attendu qu'il résulte des débats, des documents soumis et de l'instruction ordonnée que DESPÉRONNET a acheté le cheval en question à un prix considérablement au-dessous de la valeur qu'il aurait eue sans son vice rédhibitoire ; que le prix payé correspond à peu de chose près à la valeur du cheval pour la boucherie ; que ses connaissances en la matière ne pouvaient tromper DESPÉRONNET ; que la nécessité pour lui de rendre des comptes à ses propriétaires, de son aveu même, rend invraisemblable sa prétention d'avoir acquis ce cheval sans se faire délivrer un reçu ; que cette invraisemblance se confirme encore par le fait que Lay soutient avoir délivré une facture acquittée mentionnant que le cheval était atteint d'une pointe de cornage ;

« Attendu que le Tribunal trouve, dans ces faits, des présomptions graves, précises et concordantes, suffisantes pour établir la preuve

que Despéronnet connaissait le vice rédhibitoire dont le cheval acheté par lui était atteint ; que dès lors sa demande est mal fondée à toutes fins qu'elle comporte et qu'il échet de la déclarer telle ;

« Par ces motifs,

« Vu le rapport de l'arbitre,

« Le Tribunal, jugeant en premier ressort,

déclare Despéronnet mal fondé en sa demande à toutes fins qu'elle comporte ; l'en déboute et le condamne par les voies de droit aux dépens qui comprennent les honoraires de l'arbitre, que le Tribunal fixe à fr..., même au coût de l'enregistrement du présent jugement ; les dépens du chef de LAÏ sont taxés à la somme de fr..., prix des honoraires de l'arbitre. Le coût de la présente grosse est taxé à 26 frs.50, y compris la rédaction des qualités, le papier de l'expédition, les rôles du présent jugement et en ce non compris le coût de son enregistrement.

« Ordonne que le présent jugement sera exécuté selon sa forme et teneur. Ainsi jugé en audience publique par la 8^{me} Chambre de ce Tribunal où siégeaient M. BARDOT, Chevalier de la Légion d'honneur, président ; MM. MIGNOT et MABON, Chevaliers de la Légion d'honneur et BUISSON, Chevalier de la Légion d'honneur, juges, en présence de M. LAROCHE-JOUBERT, Chevalier de la Légion d'honneur, Ducoudray, Desouches et Herzog, Chevaliers de la Légion d'honneur, juges suppléants.

« A Paris, les jours, mois et an que dessus. »

Despéronnet ne se tint pas pour battu. Il interjeta appel de ce jugement devant la cour d'appel de Paris.

La 8^{me} Chambre de la Cour rendit son arrêt le 2 Janvier 1924, déclarant que le prix payé correspondait à la valeur d'un cheval pour la boucherie et en conséquence, confirma purement et simplement le jugement de condamnation prononcé par le Tribunal de Commerce de la Seine.

**UN DE MES RAPPORTS, SUIVI DU JUGEMENT L'ENTERINANT,
CONCERNANT UN CHIEN LITIGIEUX ATTEINT D'ÉCZÉMA
INCURABLE, CONNU DU VENDEUR QUI OFFRE ÉCHANGE
POUR NON-CONVENANCE ; MAIS LA FRAUDE ÉTABLIE PAR
L'ACHETEUR ENTRAÎNE L'ANNULATION DE LA VENTE
DOLOSIVE ; RESTITUTION DU PRIX ET DE TOUS LES FRAIS.**

Rapport dans la contestation

Entre : M. PORTONNIER, 13 bis, rue d'Alleray à Paris ; demandeur d'une part : et M. DURSORT, 7, boulevard de la Liberté à Châtillon-sous-Bagneux, défendeur, d'autre part :

A Messieurs les Présidents et Juges composant le Tribunal de Commerce de la Seine.

Messieurs,

Vous avez bien voulu me faire l'honneur, par jugement du 5 Août 1923, de me nommer arbitre-expert dans une contestation entre M. PORTONNIER, 14 bis, rue d'Alleray, Demandeur, d'une part. —

Et M. DURSORT, 7 Boulevard de la Liberté à Châtillon-sous-Bagneux, Défendeur, d'autre part.

Conformément aux termes de votre jugement j'ai essayé de concilier les parties, mais n'ayant pu y parvenir, j'ai dû me résoudre à rédiger le présent rapport

Dire du demandeur

Par l'organe de son avocat, M. ROUX-DESBREAUX, M. PORTONNIER nous a déclaré que le 27 Août, il a acheté à M. DURSORT, 28 quai des Célestins à Paris, « Coquette » chienne cocker, pie-marron, âgée de 13 mois, qui n'avait jamais eu de petits. M. PORTONNIER avait remarqué de la maladie de peau et sur son observation, M. DURSORT lui avait répondu que c'était la fin de la maladie, que l'affection était à son déclin et que quelques jours suffiraient pour remettre le tout en état.

Or, le 1^{er} Septembre, à son arrivée à Nevers, M. PORTONNIER fit visiter cette bête par M. PIVEUX, vétérinaire à Nevers, 11 rue Pasteur qui, sur son certificat, déclare : « cette chienne présente le signe de portée antérieure et est âgée d'environ 4 ans ».

Furieux, non seulement d'avoir été trompé, mais encore de ne pouvoir se servir d'un animal acheté pour la chasse, par suite d'une très forte boiterie du membre postérieur gauche, il écrit une lettre recommandée pour demander à M. DURSORT à quelle adresse il faut retourner la chienne et que son vendeur lui restitue les 425 frs du prix d'achat.

Sans réponse, il écrit une 2^{ème} lettre le 3 septembre.

M. DURSORT répond par lettre recommandée le 4 septembre que :
« la chienne venait d'être malade et que par la suite, elle avait fait un commencement de maladie de peau, enrayée aussitôt... Quant à avoir mal à une patte... il est heureux que devant des gens présents dehors, je vous aie fait courir cette chienne qui a sauté, joué, etc..
« Bref, je ne vois pas pourquoi vous discutez avec tant de furie, puisqu'il est signé sur votre reçu que j'échange en cas de non-convenance.
« Or, je maintiens mon échange... je ne reprendrai votre chienne qu'à la reprise d'une autre...

Le 5 Septembre, M. PORTONNIER confirme par lettre recommandée ses lettres de 1^{er} et 3 Septembre et la visite qu'a faite M. Jean Roux, son mandataire, le 3 Septembre pour conclure à la reprise de la chienne par M. DURSORT et à la restitution pure et simple de 425 frs. sans y ajouter les dépenses faites pour nourriture, entretien, frais de transport et

de Vétérinaire, parce que « par suite de l'état général de la chienne...
« patte gauche en complet état d'inflammation, ce qui l'oblige à mar-
« cher sur trois pattes... elle passe son temps à se gratter, notamment
« la partie supérieure de l'oreille gauche, qui présente encore une plaie
« sanguinolente.... par suite de cet état, il m'a été impossible d'en faire
« le moindre usage pour la chasse, et force m'a été de la garder cons-
« tamment dans la chambre... je refuse absolument votre offre d'échange
« car vous m'avez indignement trompé et il n'y a pas de raison pour que
« vous ne renouveliez pas votre manière de faire ».

A l'appui de ses dires, M. PORTONNIER produit :

1^o Un certificat de M. PIVEUX, Vétérinaire à Nevers : « Comme
« suite à mon examen du 1^{er} Septembre, je déclare que cet animal pré-
« sentait à cette date, des dépilations avec prurit des parties postérieu-
« res de l'oreille gauche, laquelle présentait à son bord une plaie en
« voie de cicatrisation, et une boiterie accentuée du membre postérieur
« gauche, due à une dermite du coussinet plantaire, toutes affections
« paraissant d'origine eczémateuse. Revue aujourd'hui, la chienne pré-
« sente toujours sa boiterie et ses dépilations paraissent s'étendre ».

2^o Le témoignage de M. Jean ROUX, Avocat-Conseil, 11 rue Blan-
che à Paris qui est venu confirmer la visite qu'il a faite le 3 Septembre
à M. DURSORT, sur un coup de téléphone reçu de Nevers de son ami
Portonnier. Il affirme qu'à cette entrevue M. DURSORT lui a déclaré que
la chienne n'avait pas plus de 20 mois au maximum.

Le coup de téléphone a été confirmé par lettre de M. PORTONNIER
à M. Jean Roux. Sur question posée par M^e BORGELLA, si M. Jean
Roux pouvait montrer cette lettre, M. Jean Roux a répondu qu'elle
devait figurer au dossier de M^e ROUX-DESBREAUX et que si elle n'y
était pas, il la retrouverait.

Aujourd'hui M. Portonnier réclame, en plus de 425 frs., 300 frs
représentant les frais de nourriture, d'entretien, de transport, de vétéri-
naire, de médicaments, de manutention pour frictions médicamenteu-
ses et bains, depuis le 1^{er} Septembre au jour du prononcé du juge-
ment.

Dires du défendeur :

Par l'organe de son avocat, M^e BORGELLA, M. DURSORT répond :

Il ne nie pas que la chienne avait un commencement de maladie
de peau, puisque dans sa lettre du 4 septembre il répond à M. PORTON-
NIER : Je crois lorsque je vous ai vendu la chienne cocker vous
« avoir dit qu'elle venait d'être malade et que par la suite, elle avait
« fait un commencement de maladie de peau, enrayée aussitôt puis-
« qu'en somme, elle n'avait que deux petites places sans poils, mais
« aussi sans boutons, sur le postérieur, d'une largeur d'une pièce de
« deux francs... vous me l'avez laissée afin que je vous la baigne et je
« lui ai passé un produit sur ces deux places sans poils, pendant trois
« jours, la bête aurait pu vous montrer ce que je voulais vous cacher le
« 1^{er} jour, si elle avait eu du mal... »

Mais il conteste le mal à la patte : « Quant à avoir mal dans une « patte, vous êtes fanéux... je vous ai fait courir cette chienne sur le « trottoir... à perdre haleine, gambader avec un tel enthousiasme que « vous en étiez ravi... puis vous l'avez emmenée du Quai des Célestins à pied chez vous, près de la rue Mademoiselle. Une bête qui « aurait eu mal à la patte l'aurait indiqué ce soir-là, et vous l'auriez « certes ramenée, puisque vous l'avez prise le vendredi pour partir le « samedi... »

M. DURSORT échange la chienne contre « un nouvel animal » parce que « dans le commerce d'animaux vivants la marchandise ne « dépend pas toujours de notre volonté et que si nous échangeons en « cas de non-convenance, c'est que nous acceptons d'avance le déficit « qui peut se produire trop facilement... Devant le Tribunal, par exemple, il vous sera prouvé que votre cocker vaut son prix, retiré les « 42 fr. 50 que je paie au gouvernement à la taxe de luxe »...

M. DURSORT n'a pas garanti intentionnellement l'âge de la chienne sur son reçu. Il prétend ne pas avoir dit à M. PORTONNIER que la chienne avait 13 mois, ni à M. Jean Roux qu'elle avait 20 mois au maximum, pas plus que deux ans.

« J'accepte, écrit-il à M^e BORGELLA, le 25 Octobre, de remplacer « la chienne par une autre chienne de même couleur, n'ayant pas dépassé l'âge de 2 ans, apte à la chasse avec commencement de dressage. Je livrerai cette chienne quand M. PORTONNIER me le demandera, pas plus tard que le 15 Juillet 1924. M. PORTONNIER devra me « prévenir une quinzaine d'avance pour que je puisse me procurer la « bête au cas où je ne l'aurais pas. Elle sera examinée, avant la livraison, par M. GOULAY. M. PORTONNIER peut aujourd'hui même, s'il le « veut, ramener à ma boutique, Quai des Célestins, la chienne cocker ».

Enfin, le 6 novembre il confirme sa proposition d'échange de suite ou en Juin ou Juillet 1924, ou encore de racheter la chienne 400 francs, mais sans payer aucun supplément. Il ne peut faire davantage parce qu'en plus des 42 fr. 50 de taxe de luxe, il a encore fourni un collier neuf et une laisse. C'est son dernier mot.

Expertise.

La chienne m'a été présentée. Elle est de petite taille, pie-marron, en bon état d'embonpoint et de santé, généralement très alerte, mais n'a pas cessé de se gratter pendant 2 séances comportant 3 heures environ qu'elle a passées dans mon cabinet.

C'est dire que la peau, qui a été l'objet d'un examen attentif de ma part, est rouge par endroits (ventre, faces interne et postérieure des cuisses). Des égratignures siègent aux ars et aux oreilles. L'oreille gauche manque de poils ainsi que la face externe du membre postérieur gauche. Rien que l'odeur très spéciale, mais caractéristique pour

un professionnel, décèle l'eczéma ancien, invétéré, incoercible, et pourtant, je me rends compte que la bête est soignée et entretenue.

Donc, pas le moindre doute, nous avons affaire à une bête victime de la diathèse eczémateuse congénitale, résultant de l'hérédité, comme beaucoup de ses pareils, de croisements incestueux ou consanguins répétés qui finissent par appauvrir les races les plus pures. De même qu'elle est eczémateuse de naissance, elle est condamnée à rester eczémateuse plus ou moins jusqu'à sa mort, plutôt plus que moins. C'est une bête qui exige des soins incessants, si l'on veut la conserver.

L'âge a été également l'objet de toute mon attention. Je puis affirmer qu'elle a 4 ans au moins et 5 ans au plus. Il n'existe pas la moindre trace de fleurs de lys pas plus sur les pinces que sur les mitoyennés et les crochets sont émoussés. Non seulement les incisives supérieures et inférieures sont complètement rasées, mais les incisives supérieures se montrent en outre déchaussées, comme si la gencive s'était rétractée. Enfin, l'émail a revêtu une teinte jaune sale qui indique le contraire de la fraîcheur.

Discussion

Avant d'entrer dans le vif du débat, il convient de scruter l'état d'esprit dans lequel se trouvait M. PORTONNIER au moment de l'achat. Fonctionnaire, M. PORTONNIER jouit de 3 semaines de congé annuel dont il emploie la meilleure partie à la chasse. Il faut être chasseur pour savourer d'avance les joies qu'on se promet et qui ne sont vraiment complètes qu'avec un bon chien. Aussi peut-on mesurer l'étendue de la déception de ce chasseur ne disposant que de 3 semaines de vacances, en se voyant privé dès le premier jour, de la chienne qu'il vient d'acquérir uniquement dans ce but.

En effet, comment utiliser à la chasse un animal boiteux ? Et « une boiterie accentuée du membre postérieur gauche, nous dit le Vétérinaire de Nevers, due à une dermite du coussinet plantaire ».

Qui nous prouve, demande M. Dursort, que ce n'est pas justement à la chasse que cette bête a contracté cette dermite du coussinet plantaire ? Le Vétérinaire de Nevers répond : il n'hésite pas à rattacher cette cause de boiterie aux « dépilations avec prurit des parties postérieures de l'oreille gauche, laquelle présentait à son bord une plaie « en voie de cicatrisation », pour conclure : « toutes affections paraissant d'origine eczémateuse ».

Ce diagnostic cadre trop bien avec mes propres constatations pour le contredire. Je l'appuie même de toute la force de mon expérience déjà longue.

Faisons-nous fin Août, en pleine chaleur. Tous les Vétérinaires qui ont l'habitude des chiens sont à même d'observer que la chaleur favorise l'éclosion des maladies de peau, même sur les chiens qui n'y sont pas sujets. Vous pouvez alors deviner l'effet des chaleurs sur un

animal qui a l'eczéma dans le sang. C'est une fureur de démangeaisons qui sévit nuit et jour, à rendre fou le malheureux gâleux. Beaucoup d'ailleurs, s'ils ne sont pas énergiquement soignés, en perdent le boire et le manger, s'étiolent et finissent épuisées par mourir de misère physiologique.

Plus ils se grattent, plus ils veulent se gratter. Les plaies succèdent aux plaies qui lèvent du jour au lendemain sur l'une ou l'autre partie du corps. Tel chien qui souffre d'une plaie à l'oreille la veille, aura le lendemain une plaie au bout de la queue ou à la patte, sous forme de petits abcès qui caractérisent l'eczéma interdigité ou du coussinet plantaire, occasionnant une boiterie, rendant l'animal qui gambadait la veille, complètement inutilisable le lendemain.

C'est ce qui est arrivé dans l'espèce qui nous occupe. Il n'y a pas lieu de s'étonner si la chienne, très valide lors de l'achat, soit devenue boiteuse dès son arrivée à Nevers, par suite d'une plaque eczémateuse qui a poussé comme un champignon sur le coussinet plantaire. C'est une observation de pratique courante.

Voilà donc un chasseur ayant acheté un chien à destination de la chasse, mis dans l'impossibilité de s'en servir. On devine déjà sa mauvaise humeur, qui devient de l'exaspération contre son vendeur quand le praticien ajoute que la chienne a 4 ans, au lieu de 13 ou même 20 mois. C'est donc qu'il a été trompé sur la qualité de la marchandise vivante que M. DURSORT lui a vendue, et cet eczéma, qui lui était représenté comme suite de maladie, n'était qu'un mensonge destiné à masquer une maladie chronique qui, loin de s'amender avec l'âge n'allait faire que croître et embellir.

On conçoit très bien la déception et la rage de M. Portonnier voyant ses vacances empoisonnées par un animal qui non-seulement ne peut lui être d'aucun secours à la chasse, mais qu'il doit s'astreindre à soigner dans tous ses déplacements de Nevers à la Rochelle, comme le prouve le reçu de 25 frs. qu'il a payés à MM. GUÉRIT et AUDRY, vétérinaires à La Rochelle.

Aussi, n'insisterai-je pas davantage pour conclure :

CONCLUSION

Considérant que M. PORTONNIER a acheté cette chienne à destination de la chasse.

Considérant que la maladie de peau dont elle était atteinte lui a été présentée comme suite de maladie, ce qui avait pour conséquence d'accréditer la légende d'un âge ne pouvant dépasser 15 à 18 mois, limite ordinaire de la « maladie » ;

Considérant qu'il est avéré que cette chienne a plus de 4 ans ; qu'elle est infectée, pourrie d'eczéma ; qu'on a affaire à une maladie chronique invétérée, généralisée, qu'on peut évidemment combattre, mais à force de soins, de temps et de patience employés d'une manière permanente ;

Considérant que cette maladie est migratrice par excellence,

qu'elle est exacerbée par la chaleur ; que la bête ayant une plaie à l'oreille a parfaitement pu, dès le lendemain, en avoir une autre au coussinet plantaire, la rendant boiteuse et par suite indisponible, comme le prouve le certificat du Vétérinaire de Nevers et les observations de la pratique courante ;

Considérant que M. Portonnier ayant été trompé sur la maladie, sur l'âge, ne se souciant pas de recommencer une expérience aussi désastreuse, a repoussé les offres d'échange, basées sur la non convenance ; qu'il n'y a pas non convenance, mais bien tromperie sur la qualité de la chose vendue ;

En conséquence :

Avis

J'estime que M. PORTONNIER a parfaitement raison de demander au Tribunal :

D'accueillir sa demande, en la déclarant recevable et bien fondée ;

De condamner M. DURSORT à reprendre la chienne ; à restituer 425 frs, prix qu'il l'a vendue ; à payer 300 frs. justifiés pour la nourriture, l'entretien, des frais de transport, de Vétérinaire, de pharmacie, de manutention nécessités par les frictions médicamenteuses et par les bains, depuis le 1^{er} Septembre jusqu'au jour du prononcé du jugement ; enfin, à tous les frais, notamment ceux de fourrière et aux dépens de l'instance.

Telles sont, Messieurs les Président et Juges, les considérations et conclusions que j'ai l'honneur de soumettre à la sagesse de vos délibérations ultérieures.

Fait et clos à Paris, ce jourd'hui, vingt-neuf Novembre mil-neuf cent vingt trois.

A. GOULAY.

Jugement

La 2^{me} Chambre du Tribunal de Commerce a rendu le jugement dont la teneur suit, le mardi 22 Janvier 1924.

Le Tribunal :

Après avoir délibéré conformément à la loi ;

Attendu que le 28 Août 1923, PORTONNIER a acheté à DURSORT, une chienne de chasse, moyennant la somme de 425 frs ;

Que dès le 1^{er} Septembre, à son arrivée à Nevers, l'animal fut reconnu inutilisable, et qu'après l'avoir fait examiner par un Vétérinaire qui la reconnut, atteinte d'eczéma, Portonnier, par lettre recommandée en date du même jour, mit en demeure Dursort d'avoir à reprendre la chienne vendue et de lui en restituer le prix ; Que ce dernier s'y refusa, offrant, conformément aux stipulations du marché, d'échanger l'animal vendu ;

Attendu qu'il résulte des débats, des documents produits, et de l'instruction ordonnée que la chienne, objet du litige, est atteinte d'une maladie ancienne et incurable, que Dursort, ainsi qu'il résulte de la lettre écrite par lui le 4 septembre, savait que l'animal vendu par lui, était malade ; qu'étant donné les circonstances, il ne saurait arguer des stipulations de la vente, aux termes desquelles en cas de non convenance, l'animal devait être seulement changé ; qu'il s'agit en l'espèce d'une véritable fraude ; que dès lors il échet de condamner Dursort à payer à Portonnier : 1^o) la somme de 425 frs, représentant le prix de la vente ; 2^o) la somme de 300 frs, représentant les divers frais faits par Portonnier, somme que le Tribunal n'estime pas exagérée, en égard aux dépenses occasionnées par Portonnier et aux troubles supportés par ce dernier en conséquence de la vente dolosive dont s'agit, mais toutefois contre restitution de l'animal, cause du procès ;

Par ces motifs,

Le Tribunal jugeant en dernier ressort, vu le rapport de l'arbitre.

Condamne Dursort par les voies de droit à payer à Portonnier les sommes de : 1^o) 425 frs, avec intérêts de droit ; 2^o) 300 frs, à titre de dommages-intérêts, ce toutefois contre restitution de la chienne vendue ;

Condamne Dursort aux dépens, lesquels comprennent les honoraires de l'arbitre, le coût de l'enregistrement du présent jugement, les dits dépens taxés à 326 frs. 38.

Ainsi jugé en audience publique par la 2^e Chambre de ce Tribunal siégeaient M. MENETRIER, Chevalier de la légion d'honneur, Président ; et MM. Bonnet et Vergniaud, juges suppléants.

DIFFÉRENTES MISSIONS QUE LE VÉTÉRINAIRE ARBITRE-EXPERT REÇOIT DU TRIBUNAL

SOMMAIRE :

*Jugement de renvoi devant un arbitre contentieux
autorisé à se faire assister d'un
arbitre technicien*

Arbitre assistant

Le Tribunal renvoie souvent devant un arbitre autorisé à être assisté d'un autre arbitre, d'une catégorie différente.

Le cas le plus fréquent est la nomination d'un arbitre contentieux, autorisé à être assisté d'un arbitre technicien : Vétérinaire par exemple.

En ce cas, il y a lieu d'observer les règles suivantes :

Tout d'abord, l'assistance ne doit être demandée que si l'instruction démontre son utilité ; — c'est une autorisation et non une obligation d'assistance qui est donnée par le jugement.

En second lieu, l'arbitre assisté doit toujours préciser à l'arbitre assistant, sa mission ; lui préciser aussi dans un questionnaire, les points sur lesquels celui-ci aura à faire un rapport.

Ce rapport doit être adressé, ouvert, à l'arbitre assisté, qui en fait usage pour sa discussion, ses conclusions et le joint au sien.

L'arbitre assistant ne doit jamais tenter de concilier les parties.

L'arbitre assisté a seul qualité pour le faire. Si pour la transaction, le concours de l'assistant est nécessaire et utile, il est présent aux réunions tenues en vue des pourparlers transactionnels par l'arbitre assisté.

DIFFÉRENTES MISSIONS QUE LE VÉTÉRINAIRE ARBITRE-EXPERT REÇOIT DU TRIBUNAL

EXPERTISES JUDICIAIRES :

A. *Par application de l'article 106 du Code de Commerce. Requête, Ordonnance, Procès-Verbal.*

B. *Par application d'une très ancienne jurisprudence pour rechercher et constater la mort de Bestiaux sur les marchés.*

C. *Par application de la loi du 20 mars 1925, instituant le refère commercial.*

A) EXPERTISE JUDICIAIRE PAR APPLICATION DE L'ARTICLE 106 DU CODE DE COMMERCE.

SOMMAIRE :

Requête adressée par une Cie de Chemin de Fer au Président du Tribunal de Commerce de la Seine.

Ordonnance du Président, rendue sur la requête qui procède, par application de l'article 106 du Code de Commerce, commettant un Expert pour procéder à l'examen du wagon transporteur et à l'autopsie de 2 bœufs morts. Détermination des causes de la mort.

Procès verbal dressé en conformité de l'ordonnance pour servir et valoir ce que de droit.

A) EXPERTISE JUDICIAIRE PAR APPLICATION DE L'ARTICLE 106 DU CODE DE COMMERCE.

Un animal a-t-il été blessé ou tué en cours de transport ?

Un chargement de plusieurs milliers de kilos de fourrages, de tourteaux, de caroubes, de viandes frigorifiées a-t-il été avarié ? Le propriétaire, Expéditeur ou Destinataire, doit faire des réserves, ne pas accepter la livraison et provoquer un constat par un Vétérinaire. Il tâche de s'entendre avec le Chef de Gare qui a le pouvoir de transiger dans certaines limites. Si la conciliation semble difficile, il s'adressera au Commissaire de surveillance administrative.

La plupart du temps, la Cie appelle son vétérinaire qui arrange les choses à l'amiable, quand le litige est de peu d'importance.

Mais quand il s'agit de blessures graves ou d'une ou de plusieurs dizaines de mille francs de denrées avariées, c'est l'expertise judiciaire qui s'impose par application de l'article 106 du Code de Commerce ainsi conçu : « En cas de refus ou de contestation pour la réception des « objets transportés, leur état est vérifié et constaté par des Experts « nommés par le Président du Tribunal de Commerce ou, à son défaut « par le Juge de Paix, et par ordonnance au pied d'une requête ».

C'est généralement les Cies qui prennent l'initiative de requérir. Le Président rend une ordonnance commettant tel Expert qu'il lui plait. L'expert procède aux « vérifications et constatations » ordonnées par l'article 106.

Il recueille les renseignements fournis par le propriétaire, généralement assisté de son vétérinaire, et ceux du mandataire de la Cie, également assisté de son vétérinaire. — Il constate les blessures de l'animal litigieux et procède, en cas de mort, à l'autopsie. — Il examine le bon ou mauvais état du wagon, placé sous scellés. Puis de tout ce qu'il a vu et entendu « en présence des parties ou elles dûment convoquées » il en déduit les causes probables de l'accident, en ne perdant pas de vue qu'il a affaire à des marchandises vivantes, nullement assimilables à des marchandises inertes. — Il dresse un procès-verbal de ces opérations « pour servir et valoir ce que de droit ».

L'Expert remet le procès-verbal à la Partie Requérante qui, suivant les causes des blessures ou la mort mises en lumière, règle le quantum du dommage, ou transige, ou poursuit l'affaire devant le Tribunal de Commerce qui renvoie les Plaideurs devant Arbitre.

UN DE MES PROCÈS-VERBAUX D'EXPERTISE (dressé par application de l'art. 106 du Code de Commerce).

Requête

A Monsieur le Président du Tribunal de Commerce de la Seine.

Le Syndicat du Chemin de Fer de Ceinture, dont le siège est à Paris, 16 rue de Londres, ayant comme mandataire, M. COQUART Edouard Chef de Gare à Paris-Bestiaux a l'honneur d'exposer que sous le N° d'expédition P.V. 2562 du 17 octobre 1924, la gare de Nanteuil Sacy a dirigé sur celle de Paris-Bestiaux, le wagon Est 34.390 chargé de 10 bœufs, d'envoi de M. MENE à Issonges à l'adresse de M. Paulin ROCHU, 184, Avenue Jean-Jaurès à Paris ; qu'à l'arrivée il a été reconnu que 2 bœufs étaient morts, que 2 autres avaient été piétinés par leur congénères à la suite de glissades sur le plancher du wagon complètement démuné de litière et très glissant ; que le tarif 101 a été revendiqué : que la superficie du wagon 14 m. 85 ne permettait pas un aussi grand nombre d'animaux, mais qu'en raison du tarif, l'expéditeur

a chargé à ses risques et périls ; que les animaux à disposition du destinataire à 20 h. 06 le 18 Octobre n'ont été débarqués que le 19 vers 5 h. ; que le wagon est en bon état intérieur et extérieur sans traces de choes ; que les délais de transport n'étaient pas expirés ; que par conséquent aucune faute n'est imputable aux transporteurs ; que la mort des animaux et les blessures des autres ne sont dues qu'à leur trop grand nombre ; que par application de l'article 103 du Code de Commerce la Cie décline toute responsabilité ; que dans la situation, en raison de la nature de l'envoi, il y a intérêt à apporter à ce litige une solution immédiate ;

C'est pourquoi l'exposant requiert qu'il vous plaise, M. le Président, de commettre un Expert pour procéder à l'examen des animaux morts, reconnaître leur état, déterminer la nature et l'importance, en dire les causes, et du tout dresser procès-verbal.

Paris, le 20 Octobre 1924, Signé : COQUARD.

Ordonnance

Nous, Président du Tribunal de Commerce de la Seine, Officier de la Légion d'honneur, vu la requête qui précède et l'article 106 du Code de Commerce, commettons M. GOULAY, 3, rue de Pontoise, pour procéder à l'examen du wagon en cause, en gare de Paris-Bestiaux, 211, Avenue Jean-Jaurès à Paris et à l'autopsie des animaux morts au clos d'équarrissage Verdier-Dufour, 50, rue de la Haie-Coq à Aubervilliers, et du tout dresser procès-verbal pour servir et valoir ce que de droit.— Disons, en outre, que l'Expert désigné sera dispensé du serment et que l'expertise aura lieu, même en l'absence du Destinataire, dûment convoqué et s'il lui plaît d'y assister.

Paris le 20 Octobre 1924. — Signé : TROULLIER.

Expertise

Avisé de ma mission le 20, je convoquai par pneumatique le Destinataire et la Gare pour le lendemain matin à dix heures 21 Octobre. Aux jour et heure fixés, je me trouvai en présence de M. HENAUULT, Vétérinaire de la Gare de Paris-Bestiaux et de M. COEUR, Vétérinaire de M. ROCHU, et je procédai immédiatement à l'autopsie des deux bœufs morts.

Autopsies :

1 — Bœuf charolais blanc, marqué M. sur la cuisse droite, ROCHU, sur la fesse droite, XX sur la croupe droite, cornes relevées en dehors, en avant, en haut et en arrière, âgé, d'un poids de 1000 k. environ.

Pour empêcher la putréfaction du cuir, la peau avait été soigneusement

enlevée et détachée du tissu conjonctif sous-cutané, mais adhérente au cadavre. Cette disposition nous a permis de constater que tout le tissu conjonctif n'était qu'une seule et vaste ecchymose. A l'ouverture de la cavité abdominale la congestion de l'intestin grêle frappe nos regards, mais les autres organes y contenus étaient, eux aussi, plus ou moins le siège d'une congestion caractérisée. — A l'ouverture de la cavité pectorale, les signes de congestion pulmonaire étaient encore plus accentués et la trachée était nettement asphyxique. Sans m'étendre d'avantage sur ces lésions, que mes Confrères ont constatées comme moi, nous avons conclu d'un commun accord à la mort par asphyxie.

2° — Bœuf charolais blanc, marqué Rochu sur la fesse droite M. sur la cuisse droite et XX sur la cuisse gauche, cornes dirigées en avant, en haut et en arrière, du poids de 1000 k. environ, âgé. — Cuir enlevé, mais adhérent au cadavre, laisse voir d'aussi nombreuses ecchymoses que sur le tissu conjonctif de son camarade, mais à la différence de celui-ci, les intestins sortis de la cavité abdominale ne sont pas congestionnés.

Par contre, les poumons sont le siège d'une congestion intense et la trachée est aussi nettement asphyxique que celle décrite plus haut. — On peut donc conclure que si la congestion n'est pas généralisée à tous les organes, sa localisation aux poumons permet néanmoins d'affirmer que cet animal a succombé à la congestion pulmonaire.

Examen du wagon

D'Aubervilliers, nous nous transportons à la gare de Paris-Bestiaux où M. le Sous-Chef de Gare nous présente le wagon Est E. 34390, d'une superficie contrôlée de 14 m. 85. Le wagon avait ses portes ouvertes, était propre et désinfecté. Les parois et le plancher étaient en parfait état ainsi que l'ensemble du wagon.

Dires du transporteur :

Si 2 bœufs sont morts et si 2 autres, au su et vu de la gare ; 3, au dire de M. Rochu ; ont été blessés, c'est 1° parce qu'il y a eu des glissades sur le plancher du wagon complètement démuné de litière et rendu très glissant par suite des déjections et de l'urine ; 2° parce que le tarif 101 revendiqué, la superficie de 14 m. 85 ne permettait pas le chargement d'un aussi grand nombre d'animaux et que si l'expéditeur a trouvé bon d'y entasser plus de bovidés que le wagon n'en pouvait contenir, il l'a fait à ses risques et périls ; — 3° parce que ces animaux étant à la disposition du Destinataire le 18 Octobre à 20 h. n'ont été débarqués que le 19 vers 5 h.

Dires du destinataire :

M. Cœur s'est étonné que le wagon ait été désinfecté et lavé avant l'expertise, ce qui enlève tout intérêt à son examen.

La litière et les déjections étant absentes, on ne peut contrôler l'exactitude des dires de la gare.

Réponse du transporteur :

M. le Sous-Chef de gare répond à cette objection que si le débarquement a eu lieu à 5 heures du matin le 19, les réserves de M. Roche ne sont parvenues à la connaissance de M. le Chef de Gare qu'à 15 heures.

C'est ce qui explique la toilette du wagon dont se plaint le Vétérinaire de M. Roche.

Causes de la mort et des blessures.

D'après le tarif spécial commun P. V. N° 101, relatif au transport d'animaux vivants, quel est le nombre réglementaire de bœufs qui auraient dû être embarqués dans un wagon de 14 m. 85 de superficie ?

Le chiffre officiel de ce tarif homologué est de huit, soit 1 m. 87 par animal.

En effet : $1 \text{ m. } 87 \times 8 = 14 \text{ m. } 96$.

Or, il y en avait dix.

En se basant sur 1 m. 87 par tête, le wagon aurait dû avoir 18 m 70 de superficie, soit 3 m. 85 de plus qu'il n'avait en réalité, pour que des bœufs pesant 1000 k. chacun se soient trouvés à l'aise.

Dès lors, les phénomènes de congestion pulmonaire constatés sur les 2 bœufs autopsiés, et de congestion généralisée à tous les organes sur le 1^{er}, s'expliquent parfaitement. Dix bœufs de cette corpulence entassés dans un si petit espace comme harengs en caque, ont été comprimés jusqu'à ce que mort par asphyxie s'en suive. Avant de mourir, il est bien évident qu'ils se sont débattus, provoquant des mouvements de défense de la part de leurs voisins. La litière, plus ou moins souillée, piétinée par 40 pieds fourchus, a été réduite en bouillie glissante, facilitant les chûtes.

Ce qu'il y a de surprenant, c'est que le convoi à la disposition du destinataire le 18, à 20 heures, et débarqué seulement le 19, à 5 heures, ne comprenne pas un plus grand nombre de morts et de blessés.

Conclusion :

Il est donc permis de conclure, sans crainte de se tromper, que la surcharge du wagon est la cause certaine des accidents, mortels ou

non, qui sont survenus aux 10 bœufs entassés dans le wagon Est E 34.390, de superficie insuffisante, inférieure de 3 m. 85 à ce qu'elle aurait dû être.

En foi de quoi, j'ai dressé le présent procès-verbal pour servir et valoir ce que de droit, aux termes de l'ordonnance qui m'a commis dans cette affaire.

Fait et clos à Paris, aujourd'hui vingt-trois Octobre mil neuf cent vingt quatre.

A. GOULAY.

B) EXPERTISE JUDICIAIRE EN VERTU D'UNE TRÈS ANCIENNE JURISPRUDENCE, POUR RECHERCHER ET CONSTATER LES CAUSES DE LA MORT DE BESTIAUX SUR LES MARCHÉS.

*Expertise Judiciaire pour les bestiaux provenant du
Marché de la Villette.*

A Paris, le Président du Tribunal de Commerce nomme des Vétérinaires en qualité d'experts pour rechercher et constater les causes de la mort de bestiaux provenant du Marché de la Villette, comme précédemment des anciens marchés de Sceaux, de la Chapelle, des Bernardins et de la Halle aux-Veaux de Paris, supprimés par arrêté du Préfet de la Seine du 11 Septembre 1867, fermés le 21 Octobre suivant, et remplacés le même jour, par le seul et unique Marché de la Villette.

En effet, suivant une Jurisprudence très ancienne : Arrêt de règlement rendu par le Parlement de Paris le 4 Septembre 1673, renouvelé par un autre arrêt de règlement du 13 Juillet 1699, confirmé par une ordonnance du Roi du 1 Juin 1782 ; et 2 jugements, l'un du Tribunal de Commerce de la Seine, du 6 Février 1839 (Affaire DESNEUX c/ BORDARD) du 29 Février 1839, confirmés le 18 Mai suivant par arrêts de la Cour de Paris et par la Cour de Cassation le 19 Janvier 1841 décidant que les anciens règlements n'étaient point abrogés et ne dérogeaient pas aux lois de la police sanitaire ; le Président du Tribunal de Commerce de la Seine, se basant sur les décisions de cette jurisprudence, rend une ordonnance commettant un Expert de son choix dispensé du serment, sur simple requête (comme dans le cas de l'application de l'article 106 du C. de C.) que lui adresse le Syndicat de la Boucherie en gros dont le siège est à l'abattoir Général de la Villette, 26, rue de Flandre, à l'effet de pratiquer l'autopsie, en présence des parties intéressées ou elles dûment convoquées par lettres recommandées, de rechercher et constater les causes de la mort et de préciser si la maladie qui a provoqué la mort, est antérieure ou postérieure au contrat de vente.

Si la maladie est reconnue antérieure, la perte est pour le vendeur;

si elle est postérieure, la perte est pour l'acquéreur ; et comme l'un et l'autre sont assurés contre ce risque au Syndicat de la Boucherie en Gros, c'est ce dernier qui, jouant le rôle d'assurance, opère le règlement en faveur du vendeur ou de l'acheteur, suivant les résultats de l'autopsie.

C) EXPERTISE JUDICIAIRE PAR APPLICATION DE LA LOI DU 20 MARS 1924, COMPLÉTANT LES ARTICLES 417, 807, ET 811 DU CODE DE PROCÉDURE CIVILE ET INSTITUANT LE COMMERCIAL.

SOMMAIRE :

Bienfaits à attendre de cette Loi.

Mon intervention en faveur des propriétaires de chevaux accidentés pour solliciter du Président du Tribunal de Commerce :

1^{re}) l'autorisation d'assigner tous les jours sans observer les délais légaux.

2^{re}) La désignation d'un Expert Vétérinaire par ordonnance rendue sur Requête.

Les propriétaires de chevaux administreront la preuve incontestable qui leur manquait jusqu'à présent, de la valeur certaine du cheval au moment de l'accident. Le remboursement intégral auquel ils ont droit leur sera assuré par l'Expertise judiciaire.

EXPERTISE JUDICIAIRE PAR APPLICATION DE LA LOI DU 20 MARS 1924, INSTITUANT LE RÉFÉRÉ COMMERCIAL.

Une loi toute récente en date du 20 Mars 1924 complétant l'article 417 du Code de Procédure Civile, a institué le référé commercial.

L'article 417 est ainsi conçu :

« Dans les cas qui requerront célérité, le Président du Tribunal pourra « permettre d'assigner, même de jour à jour et d'heure à heure et de « saisir les effets mobiliers ; il pourra, suivant l'exigence des cas, « assujettir le demandeur à donner caution, ou à justifier solvabilité suffisante. Les ordonnances seront exécutoires nonobstant opposition « ou appel ».

En outre, les art. 807 et 811 du Code de Procédure Civile sont applicables au référé en matière commerciale :

Art. 807 — La demande sera portée à une audience tenue à cet effet par le Président du Tribunal de 1^{re} Instance ou par le juge qui le remplace, au jour et heure indiqués par le Tribunal ».

Art. 811 — Dans les cas d'absolue nécessité, le juge pourra ordonner « l'exécution de son ordonnance sur la minute ».

Bienfaits à attendre de cette loi :

Il sera donc nécessaire et suffisant qu'il y ait urgence pour que deux commerçants ou un civil et un commerçant puissent obtenir du Président du Tribunal de Commerce une solution, provisoire sans doute, mais immédiate, à un procès naissant.

Les deux parties s'affronteront, discuteront, et pesant leurs arguments, reconnaîtront souvent qu'il est inutile de plaider au principal et transigeront.

La procédure rapide du référé neutralisera ainsi les jeux d'opposition aux jugements rendus par défaut, les assignations en déboute d'opposition dont usaient avec art et légalement, les défendeurs de mauvaise foi pour paralyser pendant des mois la solution d'un litige.

En ce qui nous concerne plus particulièrement, j'ai estimé qu'il était du devoir du Président du Syndicat des Vétérinaires de la Seine d'intervenir en faveur de nos clients, les Propriétaires de chevaux qui sont aujourd'hui tous Commerçants, et dont les intérêts sont solidaires des nôtres.

Car j'ai été souvent frappé, au cours de mes 23 années d'exercice comme Arbitre-Expert au Tribunal de Commerce de la Seine, par la position désavantageuse et l'état d'infériorité manifeste dans lesquels se trouve placé le propriétaire d'un cheval atteint de fracture d'un membre, pour faire triompher son droit au remboursement intégral de sa perte contre le tiers responsable de l'accident.

En effet, s'il vend son cheval à la boucherie pour en tirer parti, la preuve de la valeur, au moment de l'accident, lui échappe le plus souvent ; car si la quittance d'achat peut lui servir quand il vient d'en faire l'acquisition, il n'en est plus de même quand le cheval a deux ou trois ans de service. — Comment le propriétaire prouvera-t-il la plus-value dont son animal a bénéficié ?

D'un autre côté, si la vente à la boucherie est différée pour attendre les Experts de Cies d'assurance, la viande deviendra fiévreuse et le propriétaire perdra cette récupération, qui est mince, mais tout de même, encore intéressante.

Comment le sortir de ce dilemme ?

J'ai pensé que la loi récente du 20 mars 1924 instituant le référé commercial pouvait et devait venir au secours des propriétaires de chevaux, en obtenant du Président du Tribunal de Commerce, la faveur d'assigner tous les jours, sans observation des délais légaux et de provoquer la désignation d'un arbitre-expert vétérinaire sans perdre de temps.

Je n'ignorerais pas que j'allais me heurter au règlement intérieur du Tribunal qui fixe le nombre des audiences de référé à deux seulement par semaine : le mercredi et le vendredi à 13 heures.

Mais, après avoir tâté le terrain, et m'être assuré de l'appui du Président de la Compagnie des Arbitres-Experts, j'ai suivi la procé-

dures que les Arbitres ont pour instruction de ne pas transgresser, en chargeant le Président de la Compagnie de transmettre ma requête au Président du Tribunal et de la défendre au moyen d'arguments que je lui suggérerai, entr'autres celui-ci : qu'un cheval ne choisit ni son jour ni son heure pour se fracturer un membre sur la voie publique, et qu'il était urgent de saisir le Président Troullier de cette éventualité pour permettre aux propriétaires de chevaux de recueillir le bénéfice du référé.

Je rédigeai donc la lettre suivante :

Paris, le 23 Décembre 1924,

A Monsieur le Président du Tribunal de Commerce de la Seine,
Monsieur le Président,

C'est moins à titre d'Arbitre-Expert qu'en qualité de Président du Syndicat des Vétérinaires de la Seine, que j'ai l'honneur de soumettre à votre examen une question qui pourrait être résolue grâce à votre bienveillante intervention, par application de la loi du 20 mars 1924 instituant le Référé commercial.

Il est d'observation courante à Paris de voir un cheval glisser sur le pavé gras ou subir une collision, et se fracturer un membre. Sa valeur de moteur animé qui représente aujourd'hui un capital de 3000 fr. à 8000 fr., tombe immédiatement à 1000 fr. ou 1500 fr. suivant son âge, son état d'embonpoint, son poids et suivant les cours du marché.

Mais encore faut-il ne pas tarder, sous peine de voir la viande devenir fiévreuse, par suite impropre à la consommation et sans autre destination que l'équarrissage. Du coup, la dépouille ne vaut plus que 30 fr.

J'ai pris cet exemple typique pour vous demander, Monsieur le Président, si, pour sauver cette valeur de boucherie, encore intéressante, mais très périssable, vous consentiriez à rendre une ordonnance de Référé commettant un Expert Vétérinaire le jour même de l'accident, c'est-à-dire un jour autre que les mercredi et vendredi.

Il ne vous échappera pas, Monsieur le Président, que c'est par une expertise judiciaire ordonnée dans les conditions les plus rapides que les intérêts des propriétaires de chevaux accidentés seront aussi sauvegardés que possible.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'hommage de mes sentiments les plus respectueux et dévoués.

Goulay, 3, rue de Pontoise à Paris (V^e).

Compagnie des
ARBITRES-EXPERTS
près le
Tribunal de Commerce de la Seine

Paris, le 8 Janvier 1924

Monsieur GOULAY
3, rue de Pontoise
Paris

Mon cher Collègue,

J'ai entretenu Monsieur le Président de l'objet de votre lettre du 23 Décembre dernier dont il a examiné le contenu avec la plus grande attention, en appréciant que la question soulevée par vous était extrê-

mement intéressante ; néanmoins il ne croit pas pouvoir donner une suite favorable à votre demande de la manière que vous suggérez, et il serait disposé à augmenter de la manière suivante les audiences de référé qui actuellement, sont au nombre de deux seulement comme vous le savez le mercredi et le vendredi ; en cas d'urgence il accepterait de répondre favorablement à une requête dans laquelle il lui serait demandé d'assigner en *référé* et d'heure à heure pour l'audience du lundi, ce qui ferait en définitive, qu'il y aurait par semaine 3 audiences de référé.

Monsieur le Président pense que de cette manière vous aurez satisfaction, car survenant par exemple un cas urgent le samedi, ce serait le lundi qu'un expert serait nommé, c'est-à-dire le lendemain, le dimanche ne comptant pas ; si ce même cas se présentait le mardi on pourrait procéder de même pour l'audience du mercredi, etc. etc.

Jevous serais obligé de vouloir bien me faire savoir si cette procédure vous donnerait satisfaction tout en ajoutant que Monsieur le Président du Tribunal, après examen de votre question, ne pense pas pouvoir aller au delà.

Veuillez agréer, Mon cher Collègue, l'assurance de mes sentiments dévoués.

LE PRÉSIDENT DE LA COMPAGNIE.

J'allai immédiatement trouver M. ROUSSEAU pour le remercier de son intervention, tout en lui faisant observer qu'un cheval atteint d'une fracture devenant fiévreux en quelques heures, le jour supplémentaire accordé par le Président du Tribunal ne pouvait être d'aucune utilité. Je me permis de lui fixer par écrit mes arguments qu'il se proposa de faire valoir dans une nouvelle démarche.

A Monsieur le Président de la Cie des Arbitres-Experts.

Monsieur le Président,

Permettez-moi de vous écrire ce que je vous ai dit en faveur de la thèse dont vous voulez bien vous faire l'avocat près de M. le Président du Tribunal.

En plus de la valeur de boucherie qui sortira intacte d'une expertise rapide, l'expert désigné, estimera en outre la valeur du cheval vivant, encore sur pieds ; ce qui évitera bien des contestations ultérieures sur le prix du cheval, au moment de l'accident, — dont la justification est le plus souvent impossible à établir par le Propriétaire de l'accidenté.

En effet, la facture d'achat est insuffisante ; car l'animal acheté à 4 ans et en service depuis un an ou deux, peut augmenter ou diminuer de valeur, suivant qu'il est plus ou moins bien traité, qu'il est soumis à un travail doux ou pénible ; et, en cas d'accident grave, la preuve d'une plus value sur le prix d'achat, qui échappe aujourd'hui complètement au propriétaire, lui sera acquise ipso facto, par suite du procès-verbal d'expertise judiciaire.

Donc, la preuve de la juste valeur du cheval accidenté devenue

possible, le propriétaire n'appréhendera plus de livrer son cheval à la boucherie, une fois l'expertise faite ; d'où récupération de 1.200, 1.500 ou 1.800 fr. sur la valeur de l'animal.

En l'absence d'expertise judiciaire, le propriétaire attend les experts des Cies d'assurance pour fixer l'estimation du cheval vivant ; mais il perd généralement la valeur de boucherie parce que la viande devenue fiévreuse, n'est plus bonne que pour l'équarrissage : d'où perte totale.

Où, s'il préfère livrer son cheval à la boucherie sans attendre les experts, il risque d'être lésé sur la valeur ante mortem, dont il ne pourra fournir la preuve.

Pour sortir de ce dilemme, il aura recours à l'expertise judiciaire, ordonnée dans les délais les plus rapides.

Vous voyez son utilité et combien elle est appelée à rendre service aux propriétaires de chevaux.

Avec mes remerciements, croyez, Monsieur le Président, à mes sentiments les plus respectueux et dévoués.

Cette fois les efforts de M. ROUSSEAU furent couronnés de succès, car le Président l'autorisa :

1^o à m'écrire la lettre suivante qui fut préalablement soumise à son approbation ; 2^o à en envoyer la copie à M. HERBULOT, Secrétaire de la Présidence.

Compagnie des
ARBITRES-EXPERTS
près le
Tribunal de Commerce de la Seine.

Paris, le 26 Février 1925.
Monsieur GOULAY
3, rue de Pontoise,
PARIS.

Mon cher Collègue,

J'ai eu l'honneur d'entretenir Monsieur le Président de la question dont vous m'avez saisi de nomination d'Expert Vétérinaire pour apprécier sans aucune perte de temps la valeur de chevaux accidentés et permettre de les livrer à la boucherie avec leur valeur marchande normale, laquelle, m'avez-vous dit, disparaît en quelques heures presque totalement.

Monsieur le Président du Tribunal a bien voulu d'abord autoriser qu'en dehors des jours d'audience habituels de référé, c'est-à-dire en dehors des mercredis et vendredis il put être assigné pour son audience du lundi.

Lorsqu'il serait impossible, vu un cas d'extrême urgence, d'assigner pour l'un de ces trois jours, Monsieur le Président du Tribunal a bien voulu admettre qu'il lui soit présenté requête pour être autorisé à assigner à une heure datée pour le début de l'une des trois autres audiences, c'est-à-dire des mardis, jeudis et samedis, mais il va de soi que Monsieur le Président demeure souverainement juge d'apprécier s'il convient de répondre favorablement à une telle requête suivant la légitimité des motifs d'urgence qui seraient invoqués.

J'espère que par suite de cette bienveillante décision de Monsieur le Président, vous aurez ainsi satisfaction au désir que vous m'avez exprimé en votre nom et au nom de vos collègues, et vous prie d'agréer,
Mon cher Collègue, l'assurance de mes sentiments dévoués.

LE PRÉSIDENT DE LA COMPAGNIE.

Quelles conclusions pratiques tirer de cette procédure ?

C'est que le jour où vous aurez un cheval atteint d'un accident nécessitant l'abatage, vous enverrez votre client chez M. GUÉNARD, Président de la Cie des Huissiers, Huissier du Syndicat, 28 rue de Turbigo (Archives 22,66) que j'ai mis au courant. Il assignera en référé le tiers avec lequel le cheval sera entré en collision, et le Président du Tribunal rendra une Ordonnance sur requête, commettant un Expert Vétérinaire pour estimer la valeur exacte et certaine du cheval sur pieds et pour la boucherie.

L'expertise judiciaire aura atteint son but : Elle sera une force probante aux mains du Propriétaire qui actuellement, n'en a aucune. Elle fixera la valeur certaine du cheval accidenté.

Ainsi, seront évitées les contestations ultérieures qui concernent l'estimation, point toujours litigieux, quand le cheval a disparu.

D'accord avec M. ROUSSEAU, nous avons arrêté les termes de la formule des « Requête et Ordonnance » à présenter au Président du Tribunal. Elle a été approuvée par M. GUÉNARD qui en a conservé un exemplaire dans son Etude pour servir de modèle, en son absence. Des instructions ont été données devant moi à son Principal Clerc qui fera diligence.

D'un autre côté, je me suis assuré que le Secrétariat de la Présidence avait été prévenu et qu'il était prêt à accélérer le service de la signature, soit près du Président du Tribunal, soit près d'un Président de Chambre, pour le Président empêché ; car toute cette procédure a fait l'objet d'une délibération spéciale devant les Juges consulaires, réunis en Assemblée Générale.

Formule adoptée pour la requête

à M. le Président du Tribunal de Commerce de la Seine.

M. X. a l'honneur de vous exposer qu'il vient de survenir un accident à un cheval lui appartenant, par suite d'une collision ; qu'il y a le plus grand intérêt, pour servir ultérieurement ce que de droit, à faire constater immédiatement la valeur marchande du dit cheval, étant donné que cette valeur peut périr en quelques heures seulement ; qu'il y a donc la plus extrême urgence à la fixer de suite, la viande devenant fiévreuse en quelques heures.

Pourquoi l'exposant vient solliciter de votre haute bienveillance, M. le Président que vous vouliez bien l'autoriser à assigner en référé M. Y.. présumé responsable de l'accident dont il s'agit, et ce, dans l'observation des délais légaux pour l'audience de demain. (A midi le lundi, à 13 heures les autres jours, Dimanche excepté), à l'effet de voir désigner un Arbitre-Expert Vétérinaire aux fins ci-dessus.

Ordonnance.

Nous, Président du Tribunal de Commerce de la Seine, Officier de la Légion d'honneur,

Vu la requête qui précède,

Autorisons M. X.. à assigner en référé M. Y.. pour l'audience de demain aux fins de la requête qui nous est présentée, et ce, sans l'observation des délais légaux.

Paris, le....

Tout étant prêt à fonctionner dès à présent, il ne me reste plus qu'à vous proposer l'adoption d'une résolution que je prierai M. ROUSSEAU de présenter à M. le Président du Tribunal de Commerce de la Seine :

Les Membres du Syndicat des Vétérinaires de la Seine, réunis en Assemblée générale le 14 mars 1925.

Après avoir entendu les explications fournies par leur Président,

Considérant que l'expertise judiciaire autorisée par M. le Président du Tribunal de Commerce s'inspirant de l'intérêt général des Propriétaires de chevaux, est de nature à leur fournir la preuve qui leur manquait jusqu'à présent, de l'estimation de la valeur certaine du cheval, au moment de l'accident qui nécessite l'abatage ; qu'elle sauvegarde ainsi d'une manière incontestable, le remboursement intégral auquel ils ont droit, de la part du tiers responsable ;

Considérant que les intérêts des Vétérinaires sont solidaires de ceux de leurs clients ;

Adressent à M. le Président du Tribunal leurs plus sincères remerciements pour avoir pris une décision aussi opportune ;

Associent M. le Président de la Cie des Arbitres-Experts à cette marque de gratitude, pour le précieux concours qu'il a fourni au Président du syndicat des Vétérinaires de la Seine.

Voté à l'unanimité.

CHAPITRE IV

CONCLUSION

SOMMAIRE :

Le Vétérinaire, qu'il soit arbitre ou expert, qu'il concilie ou dépose un rapport ; est un auxiliaire indispensable à la Justice Consulaire. Si les litiges diminuent en proportion des chevaux, les expertises judiciaires persisteront avec les bovidés et denrées avariées. Le vétérinaire doit avoir pour directive, la défense des intérêts des propriétaires d'animaux.

CONCLUSION :

Le Vétérinaire, qu'il soit commis par le Tribunal de Commerce pour instruire une affaire en tant qu'arbitre, ou pour constater un fait matériel en tant qu'expert, doit aux termes de la mission qui lui est confiée par application de l'article 429 du Code de Procédure Civile :

1° — Concilier les parties.

C'est le rôle capital qui lui est dévolu. S'il réussit à mettre les plaideurs d'accord en les persuadant qu'un « mauvais arrangement vaut mieux qu'un bon procès », ce résultat consacrera le triomphe de son doigté, de son tact, de son sens aigu de psychologue averti, qui apparaît véritablement comme le but idéal à atteindre, une « fin » digne de la confiance que le Tribunal a placée en lui.

Ce n'est qu'en cas d'échec qu'il lui faudra :

2° Déposer un rapport.

Son rôle n'en est pas moins important, puisqu'il consiste à être le conseiller de la justice et l'inspirateur du jugement à intervenir. Seulement, au lieu d'être une « fin », le rapport n'est qu'un « moyen » propre à éclairer le Juge qui, d'ailleurs, reste toujours libre d'en adopter ou d'en rejeter les conclusions.

Dans les deux cas, le vétérinaire Arbitre-Expert est un auxiliaire

indispensable à la Justice Consulaire ; et s'il acquiert une réputation de conciliateur, il atteindra un triple but : la satisfaction personnelle la plus complète du devoir accompli, qui le grandira aux yeux des Plaideurs réconciliés et qui aura l'agrément des Juges à qui il aura rendu le service de terminer une des 98.000 affaires qu'ils ont eues à examiner dans le courant de l'année dernière.

Est ce à dire que ce soit une carrière d'avenir ? Non, car 23 ans d'exercice me permettent de constater :

1^o la diminution progressive des Affaires litigieuses soulevées par les transactions de chevaux et les accidents dont ils sont victimes, en fonction de la raréfaction de la cavalerie qui comptait 120.000 têtes avant la guerre, nombre réduit actuellement à 30.000 pour Paris et la banlieue, avec tendance nettement marquée vers zéro.

C'est le principal objet des missions confiées par le Tribunal à l'Arbitre-Expert Vétérinaire qui va disparaître.

2^o le Statu quo, en ce qui concerne les expertises judiciaires.

Malgré toutes les précautions que l'on puisse prendre dans les transports par voie ferrée, les chevaux, bovidés, porcs, moutons entassés dans les wagons, déjoueront toujours toute surveillance, pour provoquer des accidents dont ils sont les propres artisans ou pour être victimes d'accidents de chemins de fer, inhérents à ce mode de transport.

Avant la guerre, c'était l'accessoire des missions confiées au Vétérinaire Expert.

Aujourd'hui, pour les raisons que je viens d'exposer, c'est l'accessoire qui va devenir le principal, et qui perpétuera le rôle du Vétérinaire au Tribunal de Commerce.

C'est pourquoi, nous devons porter toute notre attention sur tout ce qui touche au sort des animaux, prêter notre concours à leurs Propriétaires, soutenir leurs intérêts, user de tous les moyens en notre pouvoir pour les faire profiter de notre expérience et les aider à tirer le meilleur parti possible des lois qui peuvent leur assurer un bénéfice matériel et moral.

C'est ainsi que la loi du 20 Mars 1924 est appelée à leur rendre service ; mais encore fallait-il qu'elle soit adaptée aux besoins de la pratique courante.

Ma modeste intervention, pour laquelle M. ROUSSEAU Président de la Cie des Arbitres-Experts, a bien voulu me prêter son précieux concours a eu pour but d'obtenir de la bienveillance de M. le Président du Tribunal de Commerce, l'autorisation qui permettra dorénavant aux Propriétaires de chevaux gravement accidentés, (tractures) d'assigner en référé tous les jours, excepté le dimanche, sans observer les délais légaux, vu l'extrême urgence, et de provoquer la désignation d'un expert Vétérinaire par une Ordonnance rendue sur requête.

Grâce à cette mesure, dont l'importance et l'opportunité n'échapperont pas aux intéressés, l'expertise judiciaire assurera aux Proprié-

taires de chevaux, le moyen qui leur manquait jusqu'à présent, d'administrer la preuve incontestable de la valeur certaine de leur cheval, au moment de l'accident qui nécessite l'abatage, et sauvegarda ainsi le remboursement intégral auquel ils ont droit, de la part du tiers responsable.

Telle est la manière dont je comprends l'exercice des différentes missions dont le Vétérinaire Arbitre-Expert a l'honneur d'être saisi par le Tribunal de Commerce de la Seine. Missions toutes de confiance où la dignité personnelle de l'Arbitre-Expert doit venir compléter ses connaissances techniques et une compétence spécialement adaptée aux desiderata du Tribunal.

BIBLIOGRAPHIE

1903. CAMBERLIN. Manuel pratique des Tribunaux de Commerce.
1905. MALLARD. Traité complet de l'Expertise judiciaire.

Vu : *Le Doyen*, : Vu : *Le Président* :
H. ROGER. BALTHAZARD.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
APPEL.

TABLE DES MATIÈRES

Le vétérinaire arbitre-expert près le Tribunal de commerce de la Seine

	Pages
Hommage à la mémoire de M. le Président VAURY, de M. Arthur BRANDIN.....	11
Travaux et publications de l'Auteur.....	9

Avant-propos

Condensation en 4 chapitres de renseignements et Directives en usage au tribunal de Commerce de la Seine.....	13
---	----

CHAPITRE I

Renvois devant arbitre

Art. 429 du Code de Procédure Civile. Arbitres et experts. Recrutement. Conditions d'inscription sur la liste des Membres de la Cie. Jugements préparatoires et interlocutoires.....	15
--	----

CHAPITRE II

Questions diverses soumises à l'examen du vétérinaire Arbitre-Expert

Les contestations portent sur toutes les espèces animales, qu'il s'agisse de leur commerce, de leur usage ou des accidents qu'ils sont exposés à subir. La législation a tout prévu, souvenir rétrospectif aux plots de la Cie de l'Est-Parisien. Intoxication par mélange d'avoine et de « Cassia accidentalis ». Expertises de denrées avariées, destinés à l'alimentation des animaux.....	17
---	----

CHAPITRE III

Différentes missions que le vétérinaire Arbitre-Expert reçoit du tribunal

1° Jugement de renvoi pour examiner toutes les conclusions de la demande ou pour une mission spéciale que le Tribunal précise. Mode de procéder. But des renvois. Instruction. Des renseignements, mais pas des témoignages. Deux solutions.....	20
Première solution : Conciliation. Constatation de la transaction.	
Seconde solution. Dépôt d'un rapport. Rédaction Exposé des faits et procédure. Dires des parties. Instruction. Discussion. Avis.....	22
Un de mes rapports, suivi du jugement l'entérinant concernant un cheval litigieux.....	27
Un chien litigieux.....	33
2° Jugement de renvoi devant un arbitre contentieux, autorisé à se faire assister d'un arbitre technicien.....	44
3° Expertises judiciaires.	
A. Par application de l'article 106 du Code de Commerce : Requête adressée par une Cie de Chemin de Fer au Président du Tribunal de Commerce de la Seine aux fins d'expertise.....	42
Ordonnance du président rendue sur la requête qui précède, vul'art 106 du C. de C. commettant un Expert pour procéder à l'examen du wagon transporteur et à l'autopsie de 2 bœufs morts. Déterminer les causes de la mort.....	44
Un de mes procès-verbaux dressé en conformité de l'Ordonnance, pour servir et valoir ce que de droit.....	43
B. Par application d'une très ancienne jurisprudence, pour rechercher et constater les causes de la mort de bestiaux sur les marchés.....	47
C. — Par application de la loi du 20 mars 1924 instituant le Refere Commercial. Bienfaits à attendre de cette loi. Mon intervention en faveur des propriétaires de chevaux accidentés pour solliciter du Président du Tribunal de Commerce : 1° l'autorisation d'assigner tous les jours, sans observer les délais légaux. 2° La désignation d'un Expert Vétérinaire par Ordonnance rendue sur requête. Les propriétaires de chevaux administreront la preuve incontestable qui leur manquait jusqu'à présent, de la valeur	

certaine du cheval, au moment de l'accident. Le remboursement intégral auquel ils ont droit, leur sera assuré par l'Expertise judiciaire.....	48
---	----

CHAPITRE IV

Conclusion :	55
---------------------------	----

Le Vétérinaire, qu'il soit arbitre ou expert, qu'il concilie ou dépose un rapport, est un auxiliaire indispensable à la Justice consulaire. Si les litiges diminuent en proportion des chevaux, les expertises judiciaires persisteront avec les bovidés et les denrées avariées. Le Vétérinaire doit avoir pour directive, la défense des intérêts des Propriétaires d'animaux.....	56-57
--	-------

Bibliographie	57
----------------------------	----
